



**Quotidien**

N° 3549 - Mercredi 08 février 2023

200 F CFA

# Marchés Publics

## Sommaire

- \* **Résultats de dépouillements :** ..... **P. 3 à 11**
  - Résultats provisoires des ministères, institutions et maîtrises d'ouvrages déléguées ..... P. 3 à 7
  - Résultats provisoires des régions ..... P. 8 à 11
  
- \* **Avis d'Appels d'offres des ministères et institutions :** ..... **P. 12 à 25**
  - Marchés de fournitures et services courants ..... P. 12 à 16
  - Marchés de prestations intellectuelles ..... P. 17 à 25
  
- \* **Avis d'Appels d'offres des régions :** ..... **P. 26 à 29**
  - Marchés de fournitures et services courants ..... P. 26 & 27
  - Marchés de travaux ..... P. 28
  - Marchés de prestations intellectuelles ..... P. 29

La célérité dans la transparence

## Revue des Marchés Publics

392 Avenue Ho Chi Minh  
01 B.P. 6444 Ouagadougou 01  
Tél. 25 32 46 12 - Fax 25 31 20 25  
Site web : [www.dgcmef.gov.bf](http://www.dgcmef.gov.bf)

### Directeur de publication

Le Ministre Délégué Chargé du Budget

### Co-directeur de publication

Le Directeur Général du Contrôle  
des Marchés Publics et  
des Engagements Financiers  
Alfred THIOMBIANO

### Directeur de la rédaction

Abdoulaye OUATTARA  
E-mail : arattaou68@gmail.com

### Conception graphique et mise en page

Xavier TAPSOBA  
W. Martial GOUBA  
BENAO/GANOUE Aïssata Marie Rachel  
Salamata OUEDRAOGO/COMPAORE  
Bintou ILBOUDO  
Frédéric Modeste Somwaoga OUEDRAOGO  
François d'Assise BALIMA  
Zoenabo SAWADOGO  
Boinzenwendé Chantal KABORE/YERBANGA  
Wend-Lasida Mahamoudou DIARRA

ISSN 0796 - 5923

MINISTRE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES  
ET DE LA PROSPECTIVE  
SECRETARIAT GENERAL

BURKINA FASO  
Unité-Progress-Justice

DIRECTION GENERALE DU CONTROLE DES  
MARCHES PUBLICS ET DES ENGAGEMENTS  
FINANCIERS.

000328  
N°2023-\_\_\_\_/MEFP/SG/DG-CMEF

Ouagadougou, le 24 JAN 2023

## COMMUNIQUE

En vue de permettre un meilleur accès à la revue des marchés publics dans le contexte difficile actuel, il est porté à la connaissance de l'ensemble des acteurs de la commande publique que depuis le 09 janvier 2023, le quotidien des marchés publics est en accès libre sur le site web du Ministère de l'Economie des Finances et de la Prospective et de la Direction Générale du Contrôle des Marchés Publics et des Engagements Financiers aux adresses respectives suivantes : [www.finances.gov.bf](http://www.finances.gov.bf) / [www.dgcmef.gov.bf](http://www.dgcmef.gov.bf).

Le Directeur Général du Contrôle des  
Marchés Publics et des Engagements Financier/

  
Alfred THIOMBIANO  


Direction Générale du Contrôle des Marchés Publics et  
des Engagements Financiers

<http://www.dgcmef.gov.bf>

# RESULTATS PROVISOIRES

## DES MINISTERS, INSTITUTIONS ET

### MAITRISES D'OUVRAGES DELEGUEES

#### CAISSE NATIONALE DE SECURITE SOCIALE

Demande de prix n° 2023/001/CNSS/DESG/SM, pour la fourniture et pose de climatiseurs au profit de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale.  
 Date de publication : mercredi 18 janvier 2023. N° de la Revue : 3534. Nombre de plis reçus : 03. Date d'ouverture : vendredi 27 janvier 2023. Date délibération : vendredi 27 janvier 2023. Lot unique.

Soumissionnaires	Montant initial en F CFA		Montant corrigé en F CFA		Rang	Observations
	Hors Taxes	Toutes taxes comprises	Hors Taxes	Toutes taxes comprises		
<b>ENERLEC</b>	26 200 000	30 916 000	26 200 000	30 916 000	1 <sup>er</sup>	<b>Offre conforme</b>
<b>BOSAL SERVICES SARL</b>	26 900 000	31 742 000	26 925 000	31 771 500	2 <sup>ème</sup>	Incohérence entre le montant en lettre et le bordereau des prix unitaires sur l'item 5 du CFP : Support – grille de protection confectionnée avec une cornière métallique de 40, le montant en lettre est de 350 000 au lieu de 325 000 en chiffre, c'est le montant en lettre qui fait foi, avec une variation totale de + 29 500 d'où un taux de variation de +0,09 % <b>Offre conforme</b>
<b>MGE PLUS</b>	25 325 847	29 884 499	-	-	-	Agrément technique expiré <b>Offre non conforme</b>

Attributaire : ENERLEC pour un montant de trente millions neuf cent seize mille (30 916 000) francs CFA TTC avec un délai d'exécution de soixante (60) jours

## Résultats provisoires

### MINISTERE DE L'ENERGIE, DES MINES ET DES CARRIERES

Demande de prix N°2023-001/MEMC/SG/DMP du 17 janvier 2023 pour la location de véhicules au profit du Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières - Référence de publication de l'avis : Quotidien N° 3535 - Jeudi 19 janvier 2023  
 Financement : Fonds d'Equipeement, exercice 2023 - Référence de la convocation de la commission d'attribution des marchés : N°2023-0020/MEMC/SG/DMP du 23 janvier 2023 - Date d'ouverture, d'analyse et de délibération des plis : lundi 30 janvier 2023.  
 Nombres de soumissionnaires : trois (03)

Soumissionnaires	Montants lus en FCFA		Montant corrigé en FCFA TTC /avec rabais		Observations	Rang
	HTVA	TTC	minimum	maximum		
<b>Lot unique : la location de véhicules au profit du Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières</b>						
E = montant prévisionnel : 15 000 000 FCFA Moyenne (M) = 14 699 400 Offre anormalement basse = 0,85M = 12 494 490 Offre anormalement élevée = 1,15M = 16 904 310						
MISSOM SERVICE	-	Mini : 8 496 000 Maxi : 13 540 500	8 496 000	13 540 500	Néant	1 <sup>er</sup>
GRACIMEX/Yahvé Jiré	Mini : 7 762 500 Maxi : 12 050 000	-	9 159 750	14 219 000	Néant	2 <sup>e</sup>
C.D.A Services et Trading Sarl	Mini : 8 100 000 Maxi : 12 700 000	Mini : 9 558 000 Maxi : 14 986 000	9 558 000	14 986 000	Néant	3 <sup>e</sup>
<b>Attributaire</b>	<b>MISSOM SERVICE pour un montant minimum de huit millions quatre cent quatre-vingt-seize mille (8 496 000) francs CFA TTC et un montant maximum de quatorze millions sept cent huit mille sept cents (14 708 700) francs CFA TTC après une augmentation globale de 8,62% des quantités maximales des items 1 et 2 avec un délai d'exécution couvrant l'année budgétaire 2023 et quatre-vingt-dix (90) jours pour chaque commande</b>					

### AGENCE NATIONALE D'ENCADREMENT DES EXPLOITATIONS MINIERES ARTISANALES ET SEMI-MECANISEES (ANEEMAS)

RECTIFICATIF SUIVANT L'EXTRAIT DE DECISION N°2023-L0051/ARCOP/ORD DU 26/01/2023  
 (Demande de prix n°2023-01/MEMC/SG/ANEEMAS/DG/PRM du 14 novembre 2022)  
 Prestations de service de gardiennage du siège de l'ANEEMAS, bureaux d'encadrement et des sites pilotes de traitement de minerai  
 Référence de publication de l'avis : quotidien des marchés publics n°3504 du 07 décembre 2022  
 Financement : Budget ANEEMAS, exercice 2023 ; Date de l'ouverture des plis : 19 décembre 2022  
 Nombre de soumissionnaires : sept (07)  
 Enveloppe prévisionnelle : mini = 11 500 000 FCFA ; maxi = 46 500 000 FCFA

Soumissionnaires	Montants lus en FCFA	Montants corrigés en FCFA	Observations
Espoir Sécurité Privé (E.S.P.)	Mini: 2 692 000 HTVA Maxi: 32 304 000 HTVA	Mini: 8 076 000 HTVA Maxi: 32 304 000 HTVA	Erreurs arithmétiques décelées et corrigées au niveau de la colonne des montants minima trimestriels : les montants totaux minima de chaque item non multiplié par « 3 » afin d'avoir le montant trimestriel comme indiqué dans la formule de calcul du devis estimatif ; corrections ayant entraîné une hausse du montant minimum de 200 %. Offre technique substantiellement conforme mais écartée pour variation supérieure à 15% au niveau du montant minimum.
Burkina Assistance Sécurité Equipement (BASE)	Mini: 10 018 200 TTC Maxi: 40 072 800 TTC	-	Offre non conforme. Absence de la carte grise du véhicule mis à la disposition du soumissionnaire
MAXIMUM PROTECTION	Mini : 11 292 856 TTC Maxi : 46 500 000 TTC	-	Offre non conforme. Véhicules de type station wagon proposés au lieu de type Pick-up demandé.
OMNI SERVICE LTD	Mini : 39 007 263,92 HTVA Maxi : 39 406 779,657 HTVA	-	Offre non conforme. Véhicules de type station wagon proposés au lieu de type pick-up demandé
Société Générale de Surveillance – Burkina Faso (SOGES-BF)	Mini: 9 398 700 TTC Maxi: 37 594 800 TTC	-	Offre non conforme. 01 Véhicule de type station wagon proposé au lieu de type pick-up demandé.
SONAPLACE Sécurité SARL	Mini: 10 000 500 TTC Maxi: 40 002 000 TTC	Mini: 10 018 200 TTC Maxi: 40 072 800 TTC	Discordance entre le montant en lettre (85 000) et le montant en chiffre (80 000) constatée et corrigée au niveau de l'item 5.2 ; correction ayant entraîné une hausse des montants minimum et maximum de 0,18 %. Offre substantiellement conforme mais écartée pour n'avoir pas fourni les pièces administratives en dépit de la lettre de relance n°2022-56/MEMC/SG /ANEEMAS/DG/PRM du 21 décembre 2022 portant complément de pièces administratives
Agence de Sécurité Privée Gindéfoula (ASPG)	Mini: 11 499 336 TTC Maxi: 45 997 344 TTC	Mini: 11 499 336 TTC Maxi: 45 997 344 TTC	Offre substantiellement conforme et classée 1 <sup>ère</sup>
<b>ATTRIBUTAIRE PROVISoire</b>	<b>Agence de Sécurité Privée Gindéfoula (ASPG) pour un montant minimum de onze millions quatre cent quatre-vingt-dix-neuf mille trois cent trente-six (11 499 336) francs CFA TTC et un montant maximum de quarante-cinq millions neuf cent quatre-vingt-dix-sept mille trois cent quarante-quatre (45 997 344) francs CFA TTC avec un délai d'exécution de trois (03) mois par commande.</b>		

## Résultats provisoires

### MINISTERE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE

MANIFESTATION D'INTERET N°2022-0051/MSHP/SG/DMP/PPR COVID-19 DU 14 DECEMBRE 2022 POUR LE RECRUTEMENT D'UN CABINET POUR L'AUDIT DES COMPTES FINANCES PAR LA BANQUE MONDIALE ET COUVRANT LES PERIODES DU 01/01/2022 AU 31/12/2022, DU 01/01/ 2023 AU 31/12/2023 ET DU 01/01/ 2024 AU 29/12/2024 DE L'UNITE DE GESTION DU PROJET DE PREPARATION ET DE RIPOSTE AU COVID-19 (PPR-COVID-19) - Nombre de plis reçus : 18 - Date de dépouillement : 06 janvier 2023

Date de délibération : 24 janvier 2022 - Publication de l'avis : Quotidien N° 3515 du 22/12/2022 - Financement : Crédit 7192-BF et Don E 1100-BF

N°	Nom des consultants	Domaine d'activité	le nombre d'années d'expérience	Les qualifications du candidat dans le domaine des prestations	les références du candidat concernant l'exécution de marchés analogues justifiés conformes(année 2020,2021et 2022)	Classement	Commentaires
1	CABINET SYNEX CONSULTING	Conforme	12 ans	Conforme	21 Références justifiées (page de garde page de signature et attestation de bonne fin)	2 <sup>ème</sup>	Retenu
2	GROUPEMENT IAC/AEC	Conforme	20 ans	Conforme	06 Références justifiées (page de garde page de signature et attestation de bonne fin)	16 <sup>ème</sup> ex aequo	Non Retenu
3	GROUPEMENT BEC SARL/AXIAL	Conforme	19 ans	Conforme	20 références justifiées (page de garde page de signature et attestation de bonne fin)	3 <sup>ème</sup>	Retenu
4	GROUPEMENT ICS-CABINET METIS	Conforme	14 ans	Conforme	00 Référence justifiée (page de garde page de signature et attestation de bonne fin)	Non classé	Absence des pages de garde et de signature des références fournies
5	FIDAF	Conforme	23 ans	Conforme	06 Références justifiées (page de garde page de signature et attestation de bonne fin)	16 <sup>ème</sup> ex aequo	Non Retenu
6	PANAUDIT BURKINA	Conforme	24 ans	Conforme	16 Références justifiées (page de garde page de signature et attestation de bonne fin)	6 <sup>ème</sup>	Retenu
7	GROUPEMENT YZASBAKER TILLY CI/CFEC Afrique	Conforme	26 ans	Conforme	10 Références justifiées (page de garde page de signature et attestation de bonne fin)	13 <sup>ème</sup> ex aequo	Non Retenu
8	GROUPEMENT EPG/KMC	Conforme	16 ans	Conforme	14 Références justifiées (page de garde page de signature et attestation de bonne fin)	8 <sup>ème</sup>	Retenu
9	GROUPEMENT 2 EC SARL/CIECAM SARL	Conforme	23 ans	Conforme	12 Références justifiées (page de garde page de signature et attestation de bonne fin)	11 <sup>ème</sup> ex aequo	Non Retenu
10	AUREC AFRIQUE BF		24 ans	Conforme	17 Références justifiées (page de garde page de signature et attestation de bonne fin)	5 <sup>ème</sup>	Retenu
11	GROUPEMENT SEC DIARRA Mali/SEC DIARRA Burkina		20 ans	Conforme	25 Références justifiées (page de garde page de signature et attestation de bonne fin)	1 <sup>er</sup>	Retenu
12	GROUPEFICADEX/TA TE & ASSOCIES		25 ans	Conforme	13 Références justifiées (page de garde page de signature et attestation de bonne fin)	9 <sup>ème</sup> ex aequo	Non Retenu
13	CGIC AFRIQUE		30 ans	Conforme	10 Références justifiées (page de garde page de signature et attestation de bonne fin)	13 <sup>ème</sup> ex aequo	Non Retenu
14	GROUPEMENT SOGECA INTERNATIONAL/SAF ECO		24 ans	Conforme	12 Références justifiées (page de garde page de signature et attestation de bonne fin)	11 <sup>ème</sup> ex aequo	Non Retenu
15	FUDICIAL EXPERTISE AK		23 ans	Conforme	15 Références justifiées (page de garde page de signature et attestation de bonne fin)	7 <sup>ème</sup>	Retenu
16	WORLD AUDIT SA		25 ans	Conforme	13 Références justifiées (page de garde page de signature et attestation de bonne fin)	9 <sup>ème</sup> ex aequo	Non Retenu
17	FIDERIC INTERNATIONAL		21 ans	Conforme	07 Références justifiées (page de garde page de signature et attestation de bonne fin)	15 <sup>ème</sup>	Non Retenu
18	GROUPEMENT COB/PYRAMIS		10 ans	Conforme	18 Références justifiées (page de garde page de signature et attestation de bonne fin)	4 <sup>ème</sup>	Retenu
<b>Conclusion</b>		Les Bureaux suivants : GROUPEMENT SEC DIARRA Mali/SEC DIARRA Burkina, CABINET SYNEX CONSULTING, GROUPEMENT BEC SARL/AXIAL, GROUPEMENT COB/PYRAMIS, AUREC AFRIQUE BF, PANAUDIT BURKINA, FUDICIAL EXPERTISE AK et GROUPEMENT EPG/KMC sont retenus pour la suite de la procédure.					

## Résultats provisoires

### MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES ANIMALES ET HALIEUTIQUES

**Manifestation d'intérêt N° 2022\_038M\_/MARA/SG/DMP** du 27 septembre 2022 pour le recrutement d'un consultant (cabinet/bureau d'études) chargé du suivi-contrôle et de la surveillance des travaux de construction de pistes ou de réhabilitation de routes en terre d'un linéaire total de 152,39 kilomètres environs, dans les trois (03) régions du Burkina Faso (Cascades, Hauts Bassins et du Nord).

**Financement** : Crédit : IDA N° 6492-BF. **Publication de l'Avis** : Quotidien des marchés publics n° 3465 du mercredi 13 Octobre 2022.

**Date de dépouillement** : vendredi 28 octobre 2022 à 09h00. **Nombre de plis** : trente-deux (32). **Nombre de lots** : unique

N°	Soumissionnaires	Expériences similaires « nombre de références en suivi-contrôle et surveillance des travaux de construction de voirie, de routes, de pistes ou de réhabilitation de routes en terre d'au moins 50 km au cours des dix (10) dernières années (2012-2021) et justifiées par des attestations de bonne fin d'exécution et les copies des pages de garde et de signature des contrats conformes. »	Classement	Conclusion
01	GROUPEMENT CIE BENIN /CIE IC	00 référence similaire retenue	Non classé	Non retenu : <b>Marchés similaires présentés non probants</b>
02	MASSIVE DYNAMIC	00 référence similaire retenue	Non classé	Non retenu : <b>Marchés similaires présentés non probants</b>
03	CETIS	02 références similaires retenues	15 <sup>e</sup>	Non retenu
04	GROUPEMENT B2i/BECI BTP/ACL	05 références similaires retenues	13 <sup>e</sup>	Non retenu
05	GROUPEMENT BETAT-IC/ AVET/INTEGC	06 références similaires retenues	12 <sup>e</sup>	Non retenu
06	GROUPEMENT AC3E/ACET BTP.IC sarl/AZ-CONSULT	12 références similaires retenues	1 <sup>er</sup>	<b>Retenu</b>
07	GROUPEMENT AICET/BERCI	04 références similaires retenues	14 <sup>e</sup>	Non retenu
08	Groupement CIN'S/DT CONSTRUCT SARL	00 références similaires retenues	Non classé	Non retenu : <b>Marchés similaires présentés non probants</b>
09	Groupement TED-IC-SARL/OZED INGENIEUR	-Non analysé	Non classé	Non retenu <b>Groupement a élaboré les TDRS pour la réalisation de la mission</b>
10	GROUPEMENT AQUATIS CONSULTANCE SARL /URBATEC	01 référence similaire retenue	20 <sup>e</sup>	Non retenu
11	GROUPEMENT GERTEC/SETA/SEPT	02 références similaires	15 <sup>e</sup> EX	Non retenu
12	BEST	00 références similaires retenues	Non classé	Non retenu <b>Marchés similaires présentés non probants</b>
13	GROUPEMENT CINTECH /DECO	09 références similaires	5 <sup>e</sup>	<b>Retenu</b>
14	HORUS CONSEIL ET DEVELOPPEMENT Sarl	04 références similaires	14 <sup>e</sup> EX	Non retenu
15	Groupement CEITP/GEO-CONSULT	00 références similaires retenues	Non classé	Non retenu <b>Marchés similaires présentés non probants</b>
16	GROUPEMENT GTAH/GEFA/FASO INGENIERIE	08 références	8 <sup>e</sup>	<b>Retenu</b>
17	GROUPEMENT SOCETEC/CA2E	02 références similaires	15 <sup>e</sup> EX	Non retenu
18	GROUPEMENT AGEIM Ingénieurs conseils /BCA-CONSULT	09 références similaires	5 <sup>e</sup> EX	<b>Retenu</b>
19	GROUPEMENT TECHNI CONSULT/MEMO	09 références similaires	5 <sup>e</sup> EX	<b>Retenu</b>
20	GROUPEMENT AFRIK CONSULT/ BINED/BETAIC	-	Non classé	Non retenu
21	GROUPEMENT ACIT GEOTECHNIQUE/GIE	07 références similaires	9 <sup>e</sup>	Non retenu
22	GROUPEMENT ED GCI/ALPHA INGENIEURS CONSEILS	11 références similaires	3 <sup>e</sup>	<b>Retenu</b>
23	GROUPEMENT HYDRO-CO/SERAT/SIGEM	07 références similaires	9 <sup>e</sup> EX	Non retenu
24	GROUPEMENT CETRI/AGECET	07 références similaires	9 <sup>e</sup> EX	Non retenu
25	GROUPEMENT 2IC/BARAKA CONSULTING Inc/ Géo Consulting	-	Non classé	Non retenu : <b>Non analysé pour cas de conflit d'intérêt ; Le groupement a déposé deux dossiers de manifestation d'intérêt</b>
26	GROUPEMENT 2IC/BARAKA CONSULTING Inc/ Géo Consulting	-	Non classé	Non retenu <b>Non analysé pour cas de conflit d'intérêt. Le groupement a déposé deux dossiers de manifestation d'intérêt</b>
27	GROUPEMENT INGETECH-PERS-BTP	02 références similaires	15 <sup>e</sup> EX	Non retenu
28	GROUPEMENT BECOTEX/CAEM	10 références	4 <sup>e</sup>	<b>Retenu</b>
29	ACE IC	12 références similaires	1 <sup>er</sup> ex	<b>Retenu</b>
30	Groupement CET- BTP/ SIAR/DAN KOBO	-	Non classé	Non retenu <b>Marchés similaires présentés non probants</b>
31	GROUPEMENT BAC/BETAIC/BINED	-	Non classé	Non retenu : <b>Non analysé pour cas de conflit d'intérêt BINED et BETAIC ont postulé en groupement avec AFRIK Consult (plis N°20)</b>
32	GROUPEMENT AFRIQUE DJIGUI/GECI EXPERT CONSEIL/CONSEIL/CET-GCE	-	Non classé	Non retenu : <b>Marchés similaires présentés non probants</b>

## Résultats provisoires

### OFFICE NATIONAL DE L'EU ET DE L'ASSAINISSEMENT

DAO N°011/2022/ONEA/DG/SG/DM/SMFC pour la fourniture et la pose de groupes électrogènes au profit de l'ONEA. Financement : Budget ONEA, gestion 2022 - Publication : Revue des marchés publics n°3382 du 20/06/2022 - Date d'ouverture des plis : 19/07/2022- Nombre de plis : Dix (10) – Nombre de lots : Deux (02) Date de délibération : 16/09/2022.

#### Lot 01 : Fourniture et pose d'un groupe électrogène de 1100 KVA à la station SP1 de ZIGA

SOUSMISSIONNAIRES	MONTANTS EN FCFA				OBSERVATIONS / DECISIONS
	LUS		CORRIGES		
	H-TVA	TTC	H-TVA	TTC	
					<b>Montant Prévisionnel : 172 000 000 FCFA TTC</b> <b>Borne inférieure : 139 846 182 FCFA TTC</b> <b>Borne supérieure : 189 203 658 FCFA TTC</b>
SOTEEMA SARL	-	207 335 086		207 335 086	Offre non conforme : Le soumissionnaire est hors enveloppe financière ; Il n'a pas fourni de courbe de déterrage à 45 degré.
BURKINA EQUIPEMENT	-	145 000 000		145 000 000	Offre conforme : classée 1 <sup>ère</sup>
COGEA INTERNATIONAL	-	157 216 710		157 216 710	Offre non conforme : Le soumissionnaire a proposé un moteur autre que celui contenu dans le DAO (CUMMINS). Il n'a pas fourni de courbe de déterrage à 45 degré.
PLANETE ELECTRONIQUE PANG YA WENDE	-	164 495 540		164 495 540	Offre non conforme : Le soumissionnaire n'a pas fourni de courbe de déterrage à 45 degré ; Il n'a pas fourni de chiffres d'affaire ; Il n'a pas fourni l'agrément technique demandé (C2).
AMANDINE SERVICES	-	161 624 600		161 624 600	Offre conforme : classée 2 <sup>ème</sup> .
SOGETEL SA	-	330 870 490		330 870 490	Offre non conforme : Le soumissionnaire est hors enveloppe financière ; Il n'a pas fourni de courbe de déterrage à 45 degré.
COBUTAM	-	170 846 654		170 846 654	Offre non conforme : La courbe de déterrage fournie n'est pas celle demandée dans le DAO ; Le soumissionnaire a proposé un moteur autre que celui contenu dans le DAO.
PPI	-	188 796 431		188 796 431	Offre non conforme : Le soumissionnaire est hors enveloppe financière ; La courbe de déterrage fournie n'est pas celle demandée dans le DAO.
<b>ATTRIBUTAIRE</b>	<b>BURKINA EQUIPEMENT, 01 BP 1476 Ouagadougou 01, retenu pour un montant de cent vingt - deux millions huit cent quatre-vingt-un mille trois cent cinquante-six (122 881 356) Francs CFA HTVA soit cent quarante-cinq millions (145 000 000) de Francs CFA TTC, avec un délai d'exécution de trois (03) mois.</b>				
<b>Lot 2 : Fourniture et pose de groupes électrogènes dans les centres ONEA (Ouaga SP5 :250 KVA ; Bobo : 200 KVA ; Ouahigouya : 45 KVA ; Tougan : 65 KVA ;Zorgho :33 KVA</b>					
SOUSMISSIONNAIRES	MONTANTS EN FCFA				OBSERVATIONS / DECISIONS
	LUS		CORRIGES		
	H-TVA	TTC	H-TVA	TTC	
					<b>Montant Prévisionnel : 170 000 000 FCFA TTC</b> <b>Borne inférieure : 142 655 508 FCFA TTC</b> <b>Borne supérieure : 193 004 51 FCFA TTC</b>
SOTEEMA SARL	-	189 635 440		189 635 440	Offre non conforme : Le soumissionnaire est hors enveloppe financière. Il n'a pas fourni de courbe de déterrage à 45 degré Il a proposé un câble de 4x1x140mm2 au lieu d'un câble de 4x1x240mm2
BURKINA EQUIPEMENT	-	168 452 167		168 452 167	Offre conforme : classée 2 <sup>ème</sup>
COGEA INTERNATIONAL	-	159 795 600		159 795 600	Offre non conforme : Le soumissionnaire n'a pas fourni de courbe de déterrage à 45 degré
WATAM SA	-	140 280 000		140 280 000	Offre non conforme : Le soumissionnaire n'a pas fourni de courbe de déterrage à 45 degré ; il a n'a pas fourni de chiffres d'affaire ; Le soumissionnaire a proposé un moteur autre (ILEGEN) que celui contenu dans le DAO pour le groupe électrogène de 250 KVA.
GROUPEMENT EKSF SARL/ERS/SEEF	-	155 760 000		155 760 000	Offre conforme : classée 1 <sup>ère</sup>
AMANDINE SERVICES	-	169 512 900		169 512 900	Offre conforme : classée 3 <sup>ème</sup>
SOGETEL SA	-	236 944 380		236 944 380	Offre non conforme : Le soumissionnaire est hors enveloppe financière Il n'a pas fourni de courbe de déterrage à 45 degré.
COBUTAM	-	168 008 447		168 008 447	Offre non conforme : La courbe de déterrage fournie n'est pas celle demandée dans le DAO
PPI		167 697 140		167 697 140	Offre non conforme : La courbe de déterrage fournie n'est pas celle demandée dans le DAO
<b>ATTRIBUTAIRE</b>	<b>GROUPEMENT EKSF SARL/ERS/SEEF, 09 BP 1426 Ouagadougou 09, retenu pour un montant de cent trente-deux millions (132 000 000) de Francs CFA HTVA soit cent cinquante-cinq millions sept cent soixante mille (155 760 000) Francs CFA TTC, avec un délai d'exécution de cinq (05) mois.</b>				

# RESULTATS PROVISOIRES

## DES REGIONS

### REGION DU CENTRE

**Demande de prix à commande pour le gardiennage et la surveillance des locaux au profit de la Commune Rurale de Saaba.**  
**Financement :** budget communal, gestion 2023. **Date de dépouillement :** 27 janvier 2023. **Nombre de soumissionnaire :** sept (07).  
**Date de publication :** Revue des Marchés Publics n°3534 du mercredi 18 janvier 2023. **Lot unique.**

Soumissionnaires	Recevabilité des offres	Conformité technique	Montant lu en FCFA	Montant corrigé en FCFA	Qualification	Rang	Observations
							E= 15 000 000 P= 11 749 479 M= 13 699 792 min=0.85M= 11 644 823 Max= 1.15M= 15 754 761
SV.PLW	Recevable	Non conforme	Mini : 753 000 HTVA Max : 9 036 000 HTVA	--	Non qualifiée	--	Non conforme : -offre anormalement basse ; -échantillons non fournis.
GPS	Recevable	Non conforme	Mini : 1 005 353 TTC Max : 12 064 235 TTC	--	Non qualifiée	--	Non conforme : -échantillons non fournis
YIDOU SERVICE	Recevable	Non conforme	Mini : 978 220 TTC Max : 11 738 640 TTC	--	Non qualifiée	--	Non conforme : -échantillons non fournis
PYRAMIDE SERVICES	Recevable	Conforme	Mini : 1 002 953 TTC Max : 12 035 434 TTC	--	Qualifiée	2 <sup>ème</sup>	Conforme et qualifiée
BPS PROTECTION SARL	Recevable	Conforme	Mini : 971 376 TTC Max : 11 656 512 TTC	--	Qualifiée	1 <sup>ER</sup>	Conforme et qualifiée
OMNI SERVICE LTD	Recevable	Non conforme	Mini : 843 216 HTVA Max : 10 118 592 HTVA	--	Non qualifiée	--	Non conforme : -liste notariée du matériel non fournie ; -échantillons non fournis. -pièces administratives non fournies sauf AJT.
SO.GA.PES SARL	Recevable	Conforme	Mini : 1 012 426 TTC Max : 12 149 110 TTC	--	Qualifiée	3 <sup>ème</sup>	Conforme et qualifiée
<b>Attributaire</b>	L'entreprise BPS PROTECTION SARL pour un montant minimum de neuf cent soixante-onze mille trois cent soixante-seize (971 376) francs CFA TTC et d'un montant maximum de onze millions six cent cinquante-six mille cinq cent douze (11 656 512) francs CFA TTC. Le délai d'exécution est de trois (03) mois pour chaque commande.						

**Demande de prix à commande pour l'entretien et le nettoyage des locaux au profit de la Commune Rurale de Saaba.**  
**Financement :** budget communal, gestion 2023. **Date de dépouillement :** 27 janvier 2023. **Nombre de soumissionnaire :** neuf (09).  
**Date de publication :** Revue des Marchés Publics n°3534 du mercredi 18 janvier 2023. **Lot unique.**

Soumissionnaires	Recevabilité des offres	Conformité technique	Montant lu en FCFA	Montant corrigé en FCFA	Qualification	Rang	Observations
							E= 6 000 000 P= 4 576 267 M= 5 430 507 min=0.85M= 4 615 931 Max=1.15M= 6 245 083
BCS SARL	Recevable	Conforme	Mini : 18 841 TTC Max : 5 996 426 TTC	--	Qualifiée	2 <sup>ème</sup>	Conforme et qualifiée
EKANOF	Recevable	Conforme	Mini : 15 753 TTC Max : 5 361 045 TTC	--	Qualifiée	1 <sup>er</sup>	Conforme et qualifiée
YIKORE INTERNATIONAL	Recevable	Conforme	Mini : 90 154 HTVA Max : 3 921 102 HTVA	--	Qualifiée	7 <sup>ème</sup>	Conforme et qualifiée
ETOILE MULTI SERVICE	Recevable	Conforme	Mini : 69 050 HTVA Max : 3 981 057 HTVA	--	Qualifiée	4 <sup>ème</sup>	Conforme et qualifiée
JM SERVICES	Recevable	Conforme	Mini : 69 237 HTVA Max : 4 049 312 HTVA	--	Qualifiée	5 <sup>ème</sup>	Conforme et qualifiée
EKA SERVICE SARL	Recevable	Conforme	Mini : 216 523 HTVA Max : 3 962 615 HTVA	--	Qualifiée	8 <sup>ème</sup>	Conforme et qualifiée
CHRISTIE MULTI SERVICES ET DISTRIBUTION	Recevable	Conforme	Mini : 52 695 HTVA Max : 5 249 652 HTVA	--	Qualifiée	3 <sup>ème</sup>	Conforme et qualifiée
GANDA SERVICES	Recevable	Conforme	Mini : 87 880 HTVA Max : 4 147 541 HTVA	--	Qualifiée	6 <sup>ème</sup>	Conforme et qualifiée
ESANAD	Recevable	Conforme	Mini : 315 270 TTC Max : 4 637 507 TTC	--	Qualifiée	9 <sup>ème</sup>	Conforme et qualifiée
<b>Attributaire</b>	L'entreprise EKANOF pour un montant minimum de quinze mille sept cent cinquante-trois (15 753) francs CFA TTC et d'un montant maximum de cinq millions trois cent soixante un mille quarante-cinq (5 361 045) francs CFA TTC. Le délai d'exécution est de trois (03) mois pour chaque commande.						



## Résultats provisoires

Demande de Prix N°2023-01/CO/ARRDT N°8/SG/SFBC relative au gardiennage des infrastructures communales de l'arrondissement 8 de la ville de Ouagadougou. **Publication** : QMP N°3534 du 17 janvier 2023, **Financement** : Budget Arrondissement n°8, gestion 2023. **Date d'ouverture des plis et de délibération** : 27 janvier 2023, **Nombre de plis reçu** : 06 **Nombre de lot** : Unique

N°	SOUSSIONNAIRES	MONTANT LU EN FCFA		MONTANT CORRIGE EN FCFA		OBSERVATIONS
		HTVA	TTC	HTVA	TTC	
<b>LOT Unique : GARDIENNAGE DES INFRASTRUCTURES COMMUNALES DE L'ARRONDISSEMENT 8</b>						
1	BOSS SECURITE	Mini : 4 050 000 Maxi : 8 100 000	Mini : 4 779 000 Maxi : 9 558 000	Mini : 4 418 184 Maxi : 8 100 004	Mini : 5 213 460 Maxi : 9 558 010	Conforme : Erreur de sommation : montant du vigile de la mairie non prise en compte dans le calcul du montant minimum. <b>1er</b>
2	OMNI SERVICES	Mini : 4 415 478 Maxi : 8 095 043	-	Mini : 4 415 478 Maxi : 8 095 043	-	Non Conforme : -Absence des pièces suivantes : ANPE, ASF, CNF et RCCM
3	YIDOUI SERVICES		Mini : 5 398 486 Maxi : 9 897 224		Mini : 5 398 486 Maxi : 9 897 224	Conforme : <b>3<sup>ème</sup></b>
4	GENERAL DE PRESTATION DE SERVICES		Mini 5 504 686 Maxi : 10 091 924		Mini 5 504 686 Maxi : 10 091 924	Conforme : <b>4<sup>ème</sup></b>
5	ASPG	Mini : 4 441 800 Maxi 8 143 300	Mini : 5 241 324 Maxi 9 609 094	Mini : 4 441 800 Maxi 8 143 300	Mini : 5 241 324 Maxi 9 609 094	Conforme : <b>2<sup>ème</sup></b>
6	SVPLW	Mini : 4 876 800 Maxi 8 940 800		Mini : 4 876 800 Maxi 8 940 800		Conforme : <b>5<sup>ème</sup></b>

**Attributaire : BOSS SECURITE pour un montant :**  
**Minimum de : Quatre millions quatre cent dix-huit mille cent quatre-vingt-quatre (4 418 184) FCFA HT et Cinq millions deux cent treize mille quatre cent soixante (5 213 460) FCFA TTC**  
**Maximum : Huit millions cent mille quatre (8 100 004) FCFA HT et Neuf millions cinq cent cinquante-huit mille dix (9 558 010) FCFA TTC avec un délai d'exécution de 11 mois.**

**Rectificatif des résultats parus dans le quotidien n°3511 du vendredi 16 décembre 2022 à la page 14 sur une erreur survenue le nom de l'attributaire**

Demande de prix N°2022-07/CTGD/M/SG/PRM du 10/11/2022 relative à l'acquisition d'huile alimentaire et de vivres pour la cantine scolaire au profit des écoles primaires et les CEEP de la commune de Tanghin-Dassouri

**Lot 1 : acquisition d'huile alimentaire pour la cantine scolaire au profit des écoles primaires de la commune de Tanghin-Dassouri**

**Financement : ressources transférées MENAPLN. Publication de l'avis : Revue des Marchés Publics N°3490 du jeudi 17 novembre 2022**

**Date de dépouillement : 29 novembre 2022**

**Lot1 : acquisition d'huile alimentaire pour la cantine scolaire au profit des écoles primaires de la commune de Tanghin-Dassouri**  
**Contrôle : 0.85M : 12 789 800 francs TTC 1.15M : 17 303 847 francs TTC**

Soumissionnaires	Montant lu en FCFA		Montant corrigé en FCFA		Rang	Observations
	HTVA	TTC	HTVA	TTC		
NAFA AGRO-SERVICES	11 399 525	-	11 874 525	-	1 <sup>er</sup>	Conforme Non concordance du montant : en lettre vingt-quatre mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf et en chiffre : 23 999 soit une variation de 4%
GBA Worldwide Sarl	13 205 000	-	-	-	3 <sup>ème</sup>	Conforme
AGRINEEDS	12 706 250	-	-	-	2 <sup>ème</sup>	Conforme
Planète services	13 062 500	15 413 750	12 017 500	14 180 650	Non classé	Conforme Rabais de 8% du montant HTVA soit un montant de 1 045 000 Absence des pièces administratives

**Attributaire : NAFA AGRO- SERVICES pour un montant de treize millions six cent vingt-quatre mille quatre cent cinquante-cinq (13 624 455) francs CFA HTVA après une augmentation de (soixante-dix) 70 bidons huile soit une variation de 14,73% avec un délai d'exécution de quinze (15) jours.**

**Lot2 : acquisition vivres pour la cantine scolaire au profit des CEEP de la commune de Tanghin-Dassouri**  
**Contrôle : 0.85M : 7 566 543 francs TTC 1.15M : 10 237 087 francs TTC**

Soumissionnaires	Montant lu en FCFA		Montant corrigé en FCFA		Rang	Observations
	HTVA	TTC	HTVA	TTC		
GBA Worldwide Sarl	7 490 000	-	-	-	2 <sup>ème</sup>	Conforme
NAFA AGRO-SERVICES	7 099 975	-	-	-	1 <sup>er</sup>	Conforme
AGRINEEDS	9 180 000	-	-	-	Non classé	Conforme Hors enveloppe offre écarté
Planète services	8 175 000	9 646 500	7 521 000	8 875 060	Non classé	Conforme Rabais de 8% du montant HTVA soit un montant de 654 500 Absence des pièces administratives

**Attributaire : NAFA AGRO- SERVICES pour un montant de huit millions cent vingt-neuf mille neuf cent soixante-quinze (8 129 975) francs CFA HTVA après une augmentation de trente (30) sacs de riz et sept (07) sacs de petit mil soit une variation de 14,5% avec un délai d'exécution de quinze (15) jours**

## Résultats provisoires

### REGION DU SAHEL

Appel d'Offre Ouvert Accélééré N° 2022-006/RPCL/PGNZ/CBDRY/M/PRM du 11/10/2022 relatif aux travaux de construction de complexes scolaires au profit de la commune de Boudry :

LOT 1 : travaux de construction d'un complexe scolaire à Boalma.

LOT 2 : travaux de construction d'un complexe scolaire à Ouayalgui V5.

**Financement** : FMDL, gestion 2022. **Publication de l'avis** : Quotidien des marchés publics N° 3471 du vendredi 21 octobre 2022.

**Convocation de la CCAM** : N°2022-08/ RPCL/PGNZ/CBDRY/M/PRM du 28 octobre 2022.

**Nombre de pli reçu dans le délai** : Lot 1 : onze (11) plis

- Lot 2 : quinze (15) plis. **Nombre de pli reçu hors délai** : zéro(00)

**Date d'ouverture des plis** : 07 novembre 2022. **Date de délibération** : 29 décembre 2022.

**LOT 1** : M=0,6E+0,4P avec E = 48.702.347 ; P=42.159.125 ; 0,6E = 29.221.408 ; 0,4P = 16.863.650 ; M= 46.085.058 d'où 0,85M= 39.172.300 ; 1,15M = 52.997.817.

**LOT 2** : M=0,6E+0,4P avec E = 48.702.347 ; P=42.063.542 ; 0,6E = 29.221.408 ; 0,4P = 16.825.417 ;

M= 46.046.825 d'où 0,85M= 39.139.801 ; 1,15M = 52.953.849.

Toute offre financière inférieure à 0.85M est déclarée anormalement basse

Toute offre financière supérieure à 1.15M est déclarée anormalement élevée

(NB : toutes les offres sont évaluées sur la base de TTC)

N°	Soumissionnaires	LOT	MONTANT LU		MONTANT CORRIGE		OBSERVATIONS
			HTVA	TTC	HTVA	TTC	
<b>LOT 1 : travaux de construction d'un complexe scolaire à Boalma</b>							
01	SOTIN SARL	LOT 1	33.765.083	39.842.798	33.815.083	39.901.798	<b>Conforme : 2<sup>ème</sup></b> Offre financière corrigée -erreur de quantité à l'item VIII-2 de 03 salles de classe + bureau + magasin : lire 388,34 et non 338,34.
02	SERVICE EAU POTABLE	LOT 1		39.510.853	27.334.683	32.254.926	<b>Non conforme</b>  Variation de -18,36% Offre financière corrigée -erreur de multiplication à l'item II.4 (cuisine du logement enseignant) : 0,27X105.000=28.350 et non vide. - erreur de multiplication à l'item IV.1 (latrine-douche du logement) : 16,3X1.500=24.450 et non 26.400.  -erreur de sommation : *lire total général HTVA : 34.334.683 et non 40.483.774. *lire total général HTVA après rabais de 7.000.000 : 27.334.683 et non 33.483.774.
03	SEMAT- BF SARL	LOT 1	38.513.675	-	38.513.675	-	<b>Conforme : 8<sup>ème</sup></b>
04	ADAN GROUPE	LOT 1	34.277.735	40.447.727	34.277.645	40.447.621	<b>Conforme : 3<sup>ème</sup></b> Offre financière corrigée Erreur de multiplication à l'item III.4 de latrine 04 postes : 1,54X90.000=138.600 et non 138.690
05	UST SARL	LOT 1	35.163.550	41.492.989	35.163.550	41.492.989	<b>Conforme : 5<sup>ème</sup></b>
06	BLUE OCEAN	LOT 1	38.085.995	44.941.494	38.085.995	44.941.494	<b>Conforme : 7<sup>ème</sup></b>
07	GROUPEMENT D'ENTREPRISE GESEB SA.S/FRIDA HOLDING INTER SARL	LOT 1	38.534.230	45.470.391	38.534.230	45.470.391	<b>Conforme : 9<sup>ème</sup></b>
08	ESAC	LOT 1	35.171.710	41.502.618	35.171.710	41.502.618	<b>Conforme : 6<sup>ème</sup></b>
09	SOBUPRES	LOT 1	32.993.460	38.932.283	33.593.460	39.640.283	<b>Conforme : 1<sup>er</sup></b>  Offre financière corrigée Erreur à l'item V.1 de 03 salles de classe: lire et prendre en compte huit cent mille (800.000) en lettre au lieu de deux cent mille (200.000) en chiffre au niveau du bordereau des prix unitaires
10	BETIS	LOT 1	37.108.568	46.111.504	32.992.023	38.930.587	<b>Non conforme</b>  pièces administratives non fournies malgré un délai de soixante douze (72) heures accordé. Offre financière corrigée -erreur de sommation de la TVA du total logement enseignant : lire 1.000.588 et non 1.332.932  -erreur à l'item I.3 de la latrine douche du logement : lire et prendre en compte

## Résultats provisoires

							2.000 en lettre au lieu de 2.500 en chiffre au niveau du bordereau des prix unitaires -erreur de sommation de la TVA du total de la latrine douche du logement. Variation de -15,57%
11	ACMG BTPS SARL	LOT 1	34.397.285	40.588.796	34.397.285	40.588.796	<b>Conforme : 4<sup>ième</sup></b>
<b>LOT 2 : travaux de construction d'un complexe scolaire à Ouayalgui V5.</b>							
01	SOTIN SARL	LOT 2	-	39.055.455	33.147.843	39.114.455	<b>Non Conforme</b> : offre financière anormalement basse. Offre financière corrigée -erreur de quantité à l'item VIII-2 de 03 salles de classe + bureau + magasin :lire 388,34 et non 338,34.
02	ENTREPRISE BENERE SARL	LOT 2	35.143.837	41.469.728	35.143.837	41.469.728	<b>Conforme : 6<sup>ième</sup></b>
03	EGNB	LOT 2	42.371.074	-	42.371.074	-	<b>Conforme : 12<sup>ième</sup></b>
04	SEMAT- BF SARL	LOT 2	38.513.675	-	38.513.675	-	<b>Conforme : 10<sup>ième</sup></b>
05	A.S.I.E	LOT 2	35.461.339	41.844.380	35.472.339	41.857.360	<b>Conforme : 7<sup>ième</sup></b> Offre financière corrigée -erreur de quantité à l'item II-2 de 03 salles de classe + bureau + magasin :lire 1,64 et non 1,54.
06	ADAN GROUPE	LOT 2	34.277.735	40.447.727	34.277.645	40.447.621	<b>Conforme : 4<sup>ième</sup></b> Offre financière corrigée Erreur de multiplication à l'item III.4 de latrine 04 postes : 1,54X90.000=138.600 et non 138.690
07	E.K.A SARL	LOT 2	34.258.867	40.425.463	34.269.367	40.437.853	<b>Conforme : 3<sup>ième</sup></b> Offre financière corrigée -erreur de quantité à l'item II-2 de 03 salles de classe + bureau + magasin :lire 1,64 et non 1,54.
08	ESIBA	LOT 2	36.354.135	42.897.879	36.354.135	42.897.879	<b>Conforme : 9<sup>ième</sup></b>
09	EKK SARL	LOT 2	35.738.427	42.171.344	35.738.427	42.171.344	<b>Conforme : 8<sup>ième</sup></b>
10	GROUPEMENT D'ENTREPRISE GESEB SA.S/FRIDA HOLDING INTER SARL	LOT 2	38.534.230	45.470.391	38.534.230	45.470.391	<b>Conforme : 11<sup>ième</sup></b>
11	GSC INTERNATIONAL	LOT 2	32.989.966	38.928.160	33.489.966	39.518.160	<b>Conforme : 1<sup>er</sup></b> Offre financière corrigée -erreur à l'item I.1 de 03 salles de classe+bureau+magasin : lire et prendre en compte sept cent mille (700.000) en lettre au lieu de deux cent mille (200.000) en chiffre au niveau du bordereau des prix unitaires
12	Kapi Service SARL	LOT 2	33.058.914	39.009.519	33.058.914	39.009.519	<b>Non Conforme</b> : offre financière anormalement basse.
13	GESER.FA	LOT 2	34.877.236	-	34.877.236	-	<b>Conforme : 5<sup>ième</sup></b>
14	BETIS	LOT 2	37.108.568	46.111.504	32.992.023	38.930.587	<b>Non Conforme</b>  pièces administratives non fournies malgré un délai de soixante douze (72) heures accordé. Offre financière corrigée -erreur de sommation de la TVA du total logement enseignant : lire 1.000.588 et non 1.332.932  -erreur à l'item I.3 de la latrine douche du logement : lire et prendre en compte deux mille (2.000) en lettre au lieu de deux mille cinq cent (2.500) en chiffre au niveau du bordereau des prix unitaires  -erreur de sommation de la TVA du total de la latrine douche du logement. Variation de -15,57%
15	ACMG BTPS SARL	LOT 2	33.810.285	39.896.136	33.810.285	39.896.136	<b>Conforme : 2<sup>ième</sup></b>
<b>Attributaire provisoire LOT 1</b>			<b>SOBUPRES</b> pour un montant TTC de : trente-neuf millions six cent quarante mille deux cent quatre-vingt-trois (39.640.283)FRANCS CFA avec un délai d'exécution de 90 jours.				
<b>Attributaire provisoire LOT 2</b>			<b>GSC INTERNATIONAL</b> pour un montant TTC de : trente-neuf millions cinq cent dix-huit mille cent soixante (39.518.160) FRANCS CFA avec un délai d'exécution de 90 jours.				

# Marchés Publics

## *APPELS D'OFFRES DES MINISTRES ET INSTITUTIONS MAITRISES D'OUVRAGES DELEGUEES*

\* **Marchés de Fournitures et Services courants**

**P. 12 à 16**

\* **Marchés de Prestations Intellectuelles**

**P. 17 à 25**

## DG-C.M.E.F.

### *Fournitures et Services courants*

#### **L'AUTORITE DE REGULATION DES COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES ET DES POSTES (ARCEP)**

#### **Maintenance des supports solutions de mesure de la qualité de service des communications électroniques**

**Avis de demande de prix  
N°2023-001/DDP/ARCEP/SE/PRM  
Financement : Fonds propres ARCEP**

Cet avis de demande de prix fait suite à l'adoption du Plan de Passation des Marchés de l'ARCEP exercice 2023, en sa session du 28 décembre 2022 par le Conseil de Régulation.

L'Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes (ARCEP) lance une demande de prix ayant pour objet la maintenance des supports solutions de mesure de la qualité de service des communications électroniques tels que décrits dans les Données particulières de la demande de prix.

La participation à la concurrence est ouverte à toutes les personnes physiques ou morales agréés pour autant qu'elles ne soient pas sous le coup d'interdiction ou de suspension et en règle vis-à-vis de l'administration.

Les prestations se composent en deux (02) lots :

- Lot n°1 : Maintenance annuelle et support technique de l'outil Accuver avec un budget prévisionnel de dix-neuf millions (19 000 000) de FCFA TTC et un délai d'exécution d'une année ;
- Lot n°2 : Maintenance annuelle et support technique du système 4G Mark avec un budget prévisionnel de dix millions (10 000 000) de FCFA TTC et un délai d'exécution d'une année.

Les Candidats éligibles, intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires et consulter gratuitement le dossier de demande de prix dans les bureaux du Secrétariat Exécutif de l'ARCEP sise à OUAGA 2000 BP 6437 Ouaga 01, TEL : 00 226 25 37 53 60/61/62.

Tout Candidat éligible, intéressé par le présent avis, doit retirer un jeu complet du dossier de demande de prix à La Direction Financière et Comptable de l'ARCEP sise à OUAGA 2000 BP 6437 Ouaga 01, TEL : 00 226 25 37 53 60/61/62 et moyennant paiement d'un montant non remboursable de vingt mille (20 000) francs CFA par lot au même lieu. En cas d'envoi par la poste ou autre mode de courrier, la Personne responsable des marchés ne peut être responsable de la non réception du dossier de demande de prix par le Candidat.

Les offres présentées en un original et trois (03) copies, conformément aux données particulières de la demande de prix, et accompagnées d'une garantie de soumission d'un montant de :

- Lot N°1 : Cinq cent soixante-dix mille (570 000) francs CFA ;
  - Lot N°2 : Trois cent mille (300 000) francs CFA ;
- devront parvenir ou être remises à l'adresse l'ARCEP 01 BP 6437 Ouaga 01, TEL : 00 226 25 37 53 60, avant **le vendredi 17 février 2023 à 09 heures 00**. L'ouverture des plis sera faite immédiatement en présence des Candidats qui souhaitent y assister.

En cas d'envoi par la poste ou autre mode de courrier, la Personne responsable des marchés ne peut être responsable de la non réception de l'offre transmise par le Candidat.

Les Candidats resteront engagés par leurs offres pour un délai de soixante (60) jours calendaires à compter de la date limite de remise des offres.

**Le Secrétaire Exécutif**

**Wendlassida Patrice COMPAORE**

### Fourniture de pause-café et de pause-déjeuner au profit de l'Institut National de Formation des Personnels de l'Education (INFPE).

Avis de demande de prix  
N°2023-01/INFPE/DG/PRM du 02/02/2023  
Financement : Budget INFPE, exercice 2023

Cet avis de demande de prix fait suite à l'adoption du plan de passation des marchés publics exercice 2023, de l'Institut National de Formation des Personnels de l'Education.

La Personne Responsable des marchés dont l'identification complète est précisée aux Données particulières de la demande de prix (DPDPX) lance une demande de prix ayant pour objet la fourniture de pause-café et de pause-déjeuner au profit de l'INFPE de tels que décrits dans les Données particulières de la demande de prix.

La participation à la concurrence est ouverte à toutes les personnes physiques ou morales agréés pour autant qu'elles ne soient pas sous le coup d'interdiction ou de suspension et en règle vis-à-vis de l'administration.

Les prestations se décomposent en neuf (09) lots :

- Lot 1 : Fourniture de pause-café et de pause déjeuner pour les activités de l'INFPE, DG ;
- Lot 2 : Fourniture de pause-café et de pause déjeuner pour les activités de l'INFPE, DR Centre Est ;
- Lot 3 : Fourniture de pause-café et de pause déjeuner pour les activités de l'INFPE de la DR Hauts-Bassins ;
- Lot 4 : Fourniture de pause-café et de pause déjeuner pour les activités de l'INFPE de la DR Plateau Central ;
- Lot 5 : Fourniture de pause-café et de pause déjeuner pour les activités de l'INFPE de la DR Sahel ;
- Lot 6 : Fourniture de pause-café et de pause déjeuner pour les activités de l'INFPE de la DR Est ;
- Lot 7 : Fourniture de pause-café et de pause déjeuner pour les activités de l'INFPE de la DR Nord ;
- Lot 8 : Fourniture de pause-café et de pause déjeuner pour les activités de l'INFPE de la DR Sud-Ouest ;
- Lot 9 : Fourniture de pause-café et de pause déjeuner pour les activités de l'INFPE de la DR Boucle du Mouhoun.

Le délai d'exécution ne devrait pas excéder l'année budgétaire 2023 pour le contrat et dix (10) jours pour chaque ordre de commande.

**NB** : budget prévisionnel en FCFA TTC : Lot 1 = 19 000 000 ; Lot 2 = 2 000 000 ; Lot 3 = 2 000 000 ; Lot 4 : 2 000 000 ; Lot 5 : 2 000 000 ; Lot 6 : 2 000 000 ; Lot 7 : 2 000 000 ; Lot 8 : 2 000 000 ; Lot 9 : 2 000 000

Les Candidats éligibles, intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires et consulter gratuitement le dossier de demande de prix auprès de la Personne Responsable des Marchés de l'INFPE sis à l'ex ENEP de Loumbila et au numéro de téléphone suivant : 76 68 45 20 de 7h 30mn à 16 heures les jours ouvrables.

Tout Candidat éligible, intéressé par le présent avis, peut consulter gratuitement le dossier complet de la demande de prix ou le retirer à titre onéreux contre paiement d'une somme non remboursable de vingt mille (20 000) FCFA par lot auprès de l'Agence comptable de l'INFPE.

Les offres présentées en un original et trois (03) copies, conformément aux données particulières de la demande de prix, et accompagnées d'une garantie de soumission d'un montant de :

- Cinq cent mille (500 000) francs CFA pour le lot 1,
- Soixante-quinze mille (75 000) francs CFA pour chacun des lots 2,3,4,5,6,7,8 et 9

devront parvenir ou être remises au secrétariat de la Direction Générale de l'INFPE; au plus tard le **vendredi 17 février 2023 à 09 heures 00 minute T.U.**

Les offres remises en retard ne seront pas acceptées. L'ouverture des plis sera faite immédiatement en présence des Candidats qui souhaitent y assister.

En cas d'envoi par la poste ou autre mode de courrier, la Personne responsable des marchés ne peut être responsable de la non réception de l'offre transmise par le Candidat.

Les Candidats resteront engagés par leurs offres pour un délai de soixante (60) jours calendaires, à compter de la date limite de remise des offres.

*La Présidente de la Commission d'attribution des marchés*

**P. Joséphine COMPAORE**

### acquisition de consommables informatiques au profit de l'Institut National de Formation des Personnels de l'Education (INFPE)

#### Avis de demande de prix

N°2023-02/INFPE/DG/PRM du 03/02/2023

Source de financement : Budget INFPE, exercice 2023.

Cet avis de demande de prix fait suite à l'adoption du plan de passation des marchés publics gestion 2023 de l'Institut National de Formation des Personnels de l'Education (INFPE).

La Personne Responsable des marchés dont l'identification complète est précisée aux Données particulières de la demande de prix (DPDPX) lance une demande de prix ayant pour objet l'acquisition de consommables informatiques au profit de l'Institut National de Formation des Personnels de l'Education (INFPE) tels que décrits dans les Données particulières de la demande de prix.

La participation à la concurrence est ouverte à toutes les personnes physiques ou morales agréés pour autant qu'elles ne soient pas sous le coup d'interdiction ou de suspension et en règle vis-à-vis de l'administration.

Les prestations se composent d'un lot unique : acquisition de consommables informatiques au profit de l'Institut National de Formation des Personnels de l'Education (INFPE).

**NB** : budget prévisionnel en FCFA TTC : Lot unique = 18 000 000.

Le délai d'exécution ne devrait pas excéder trente (30) jours.

Les Candidats éligibles, intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires et consulter gratuitement le dossier de demande de prix auprès de la Personne Responsable Marchés de l'INFPE sis à l'ex ENEP de Loumbila et au numéro de téléphone suivant : 76 68 45 20 de 7h 30mn à 16 heures les jours ouvrables.

Tout Candidat éligible, intéressé par le présent avis, peut consulter gratuitement le dossier complet de la demande de prix ou le retirer à titre onéreux contre paiement d'une somme non remboursable de vingt mille (20 000) FCFA auprès de l'Agence comptable de l'INFPE.

Les offres présentées en un (01) original et trois (03) copies, conformément aux données particulières de la demande de prix, et accompagnées d'une garantie de soumission d'un montant de cinq cent mille (500 000) francs CFA devront parvenir ou être remises au secrétariat de la Direction Générale de l'INFPE; au plus tard le **lundi 20 février 2023 à 09 heures 00 T.U.**

Les offres remises en retard ne seront pas acceptées.

L'ouverture des plis sera faite immédiatement en présence des Candidats qui souhaitent y assister.

En cas d'envoi par la poste ou autre mode de courrier, la Personne responsable des marchés ne peut être responsable de la non réception de l'offre transmise par le Candidat.

Les Candidats resteront engagés par leurs offres pour un délai de soixante (60) jours calendaires, à compter de la date limite de remise des offres.

**La Présidente de la Commission d'Attribution des Marchés**

**P. Joséphine COMPAORE**

## INSTITUT D'EDUCATION ET DE FORMATION PROFESSIONNELLE

### COMMUNIQUE ANNULLATION DE PROCEDURE

Dans le cadre de la mise en œuvre de son plan de passation des marchés de la gestion 2022, et suivant le Quotidien des Marchés Publics N°3499 du mercredi 30 novembre 2022, l'Institut d'éducation et de formation professionnelle (INEFPRO) avait lancé un Avis Demande de prix n°2022-007/MGF/SG/INEFPRO/DG/PRM du 24/11/2022 relative à l'acquisition de condiments, de légumineuses et autres produits périssables au profit de l'Hôtel Maternel de Ouagadougou et Orodara (2 lots).

Aussi, les résultats provisoires des travaux de la Commission d'attribution des marchés de l'INEFPRO, relatifs audit marché ont été publiés dans le Quotidien des Marchés Publics N°3520 du jeudi 29 décembre 2022.

Cependant, avant l'attribution définitive du contrat, la Direction Générale de l'INEFPRO a constaté l'annulation du besoin relatif à l'acquisition de condiments, de légumineuses et autres produits périssables au profit de l'Hôtel Maternel de Ouagadougou (lot 1).

En effet, au regard de la disparition dudit besoin, la procédure d'attribution du lot 1 est annulée. Cette annulation prend effet pour compter de la date de signature.

En conséquence, la notification provisoire d'attribution y relative, reste sans objet.

**Le Président de la Commission d'Attribution des Marchés de l'INEFPRO**

**Marcel BOUGMA**

### Achat de fournitures de bureau au profit de la Radiodiffusion Télévision du Burkina (RTB)

**Avis de demande de prix**  
**N°2023-01/MCCAT/SG/DG-RTB/PRM du 20/01/2023**  
**Financement : Budget de la RTB, exercice 2023**

Cet avis de demande de prix fait suite à l'adoption du plan de passation des marchés publics exercice 2023, de la Radiodiffusion Télévision du Burkina (RTB).

1- La Personne Responsable des marchés dont l'identification complète est précisée aux Données particulières de la demande de prix (DPDPX) lance une demande de prix ayant pour objet l'achat de fournitures de bureau au profit de la RTB tels que décrits dans les Données particulières de la demande de prix.

2- La participation à la concurrence est ouverte à toutes les personnes physiques ou morales agréés pour autant qu'elles ne soient pas sous le coup d'interdiction ou de suspension et en règle vis-à-vis de l'administration.

Les acquisitions sont en lot unique : achat de fournitures de bureau au profit de la RTB.

3- Le délai de l'exécution de chaque commande ne devrait pas excéder vingt-un (21) jours au titre de l'année budgétaire 2023.

4- Les Candidats éligibles, intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires et consulter gratuitement le dossier de demande de prix auprès de la Personne Responsable Marchés de la RTB sise au 5ème étage à l'immeuble de la LONAB, rue de la Chance Boîte postale : 01 BP 2530 Ouagadougou 01 ; Numéro de téléphone : 25-33-35-72 / 25-33-35-69 Numéro de télécopie : Néant ; Adresse électronique : [www.rtb.bf](http://www.rtb.bf) et prendre connaissance des documents de la demande de prix au secrétariat de Direction Financière et Comptable de la RTB sis au 5ème étage à l'immeuble de la LONAB, rue de la Chance Boîte postale : 01 BP 2530 Ouagadougou 01 ; Numéro de téléphone : 25-33-35-72 / 25-33-35-69 ; Numéro de télécopie : Néant ; Adresse électronique : [www.rtb.bf](http://www.rtb.bf), du lundi au jeudi de 7h30 à 16h00 et le vendredi de 7h30 à 16h30.

5- Tout Candidat éligible, intéressé par le présent avis, peut consulter gratuitement le dossier complet de la demande de prix ou le retirer à titre onéreux contre paiement d'une somme non remboursable de trente mille (30 000) FCFA auprès de la Direction Financière et Comptable de la Radiodiffusion-Télévision du Burkina au 955, Boulevard de la Nation, téléphone : 25- 33- 35- 71.

6- Les offres présentées en un original et trois (03) copies, conformément aux données particulières de la demande de prix, et accompagnées d'une garantie de soumission d'un montant de cinq cent mille (500 000) FCFA devront parvenir ou être remises au secrétariat de la Direction Financière et Comptable de la RTB sis au 5ème étage à l'immeuble de la LONAB, rue de la Chance Boîte postale : 01 BP 2530 Ouagadougou 01 ; Numéro de téléphone : 25-33-35-72 / 25-33-35-69 ; au plus tard **le vendredi 17 février 2023 à 09 heures 00 T.U.** Les offres remises en retard ne seront pas acceptées. L'ouverture des plis sera faite immédiatement en présence des Candidats qui souhaitent y assister.

En cas d'envoi par la poste ou autre mode de courrier, la Personne responsable des marchés ne peut être responsable de la non réception de l'offre transmise par le Candidat.

7- Les Candidats resteront engagés par leurs offres pour un délai de soixante (60) jours calendaires, à compter de la date limite de remise des offres.

**NB** : Budgets prévisionnels en F CFA TTC :

Minimum = quinze millions (15 000 000)

Maximum= vingt-deux millions cinq cent mille (22 500 000)

**Le Président de la Commission d'attribution des marchés**

**Soaré DIALLO**

Rectificatif

### Nettoyage et entretien des bâtiments et des locaux de la CNSS/DRO, Agences et Bureaux

**RECTIFICATIF AU QUOTIDIEN N° 3537 DU LUNDI 23 JANVIER 2023, PAGE 22  
PORTANT REDUCTION DE PERSONNEL DANS LES BUREAUX ET INVERSION DE DIPLOMES A L'AGENCE DE DASSASGHO ET A LA SMI KOUDOUGOU DE L'APPEL D'OFFRES OUVERT N° 2023/01/CNSS/DRO/SAP POUR LES PRESTATIONS DE SERVICE DE NETTOYAGE ET D'ENTRETIEN DES BATIMENTS ET DES LOCAUX DE LA DIRECTION REGIONALE DE LA CAISSE NATIONALE DE SECURITE SOCIALE DE OUAGADOUGOU :**  
**LE SIEGE SIS A CISSIN, LE SITE SIS A LA PLACE NAABA KOOM, LES AGENCES DE KILWIN, DASSASGHO ET L'AGENCE PROVINCIALE DE KOUDOUGOU (SIEGE ET SMI), LES BUREAUX DE LEO, POURA ET MANGA.**

**Avis d'Appel d'offres : n° 2023/01/CNSS/DRO/SAP  
Financement : fonds propres**

Cet avis d'appel d'offres ouverts fait suite à l'adoption du plan de passation des marchés publics gestion 2023 de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale.

1. La Direction régionale de la Caisse nationale de sécurité sociale de Ouagadougou dont l'identification complète est précisée aux Données particulières du dossier d'appel d'offres (DAO) lance un appel d'offres ayant pour objet le nettoyage et l'entretien des bâtiments et des locaux de ladite direction tels que décrits dans les Données particulières du dossier d'appel d'offres (DAO).

2. La participation à la concurrence est ouverte à toutes les personnes physiques ou morales pour autant qu'elles ne soient pas sous le coup d'interdiction ou de suspension et en règle vis-à-vis de l'administration.

Les prestations de service du nettoyage et de l'entretien se décomposent en deux (02) lots répartis comme suit :

Lot	Désignation	Montant prévisionnel
1	Nettoyage et entretien des bâtiments et des locaux du siège de la CNSS/DRO sis à Cissin, de la CNSS sis place Naaba Koom, des bureaux de la CNSS Poura, Léo et Manga;	47 000 000
2	Nettoyage et entretien des bâtiments et des locaux des agences de Kilwin, Dassasgho et l'agence provinciale de Koudougou (Siège et SMI)	25 000 000

Les Candidats ont la possibilité de soumissionner pour un, plusieurs ou l'ensemble des lots. Dans le cas où ils soumissionnent pour plusieurs ou l'ensemble des lots, ils devront présenter une soumission séparée pour chaque lot.

3. Le délai d'exécution est de dix (10) mois renouvelable une fois pour douze (12) mois.

4. Les Candidats éligibles, intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires et consulter gratuitement le dossier d'appel d'offres dans les bureaux du service administratif et du personnel, sis au 1er étage de l'immeuble du siège de la Direction régionale de Ouagadougou sis place Naaba Koom.

5. Tout Candidat éligible, intéressé par le présent avis, doit retirer un jeu complet du dossier d'appel d'offres au service administratif et du personnel, moyennant paiement d'un montant non remboursable de vingt-cinq mille (25 000) francs CFA par lot. En cas d'envoi par la poste ou autre mode de courrier, la cheffe de service administratif et du personnel ne peut être responsable de la non réception du dossier d'appel d'offres transmis par le Candidat.

6. Les offres présentées en un original et trois (03) copies, conformément aux données particulières du dossier d'appel d'offres, et accompagnées d'une garantie de soumission d'un montant de :

Lots	Montant de la garantie de soumission
1	Un million quatre cent mille (1 400 000) francs CFA
2	Sept cent cinquante mille (750 000) francs CFA

devront parvenir ou être remises au secrétariat de la Directrice régionale de la CNSS à Ouagadougou, au rez de chaussée de l'immeuble de la CNSS/DRO sis Place Naaba Koom, avant le **mardi 21 février 2023 à 09 heures 00**.

L'ouverture des plis sera faite immédiatement en présence des Candidats qui souhaitent y assister.

7. Les Candidats resteront engagés par leurs offres pour un délai de quatre-vingt-dix (90) jours calendaires, à compter de la date limite de remise des offres.

**Le président de la commission d'attribution des marchés**

**P. Jacqueline DAKISSAGA**



### Suivi-contrôle des travaux de construction d'unités de production, de réhabilitation et d'extension des CFP, des CPR et de leurs unités de production

#### AVIS À MANIFESTATION D'INTÉRÊT

N°2023-002/MSJE/SG/DMP/PADEJ-MR du 25/01/2023

Référence de l'accord de financement : 21 00 15 50 38 118

N° d'identification du Projet : P-BF-I00-002

1. Le Burkina Faso a bénéficié d'un don du Groupe de la Banque africaine de développement (BAD) pour la mise œuvre du Projet d'Appui à l'Emploi des Jeunes et Développement des Compétences en Milieu Rural (PADEJ-MR), et a l'intention d'utiliser une partie des sommes accordées au titre de ce don pour financer le contrat relatif au suivi-contrôle des travaux de construction d'unités de production, de réhabilitation et d'extension des CFP, des CPR et de leurs unités de production.

L'objectif général de la mission est d'assurer une mise en œuvre efficace desdits travaux de construction dans les zones d'intervention du PADEJ-MR.

#### 2. Les objectifs spécifiques de la mission sont :

- suivre et contrôler les travaux de construction des unités de production, de réhabilitation et d'extension des CFP, des CPR et de leurs unités de production et assurer la gestion des contrats de travaux et de fournitures des équipements ;
- suivre et contrôler l'installation des équipements des CFP et des CPR ;
- assister à la réception des infrastructures et des équipements ;
- suivre la mise en œuvre du Plan de gestion environnementale et sociale (PGES) ;
- assurer le respect des réglementations en matière de santé et de sécurité au travail et rédiger les rapports relatifs aux accidents éventuels survenus aux sites ;
- produire un rapport de mission.

3. Le Directeur des Marchés Publics du ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi invite les Consultants (firmes) à présenter leur candidature en vue de fournir les services décrits ci-dessus. Les consultants intéressés doivent produire les informations sur leurs capacités et expériences démontrant qu'ils sont qualifiés pour les prestations (documentation, références de prestations similaires, expériences dans des missions comparables, disponibilité de personnel qualifié, etc.). Les consultants peuvent se mettre en association pour augmenter leurs chances de qualification.

4. Les critères d'éligibilité, l'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection seront conformes au Cadre de passation des marchés pour les opérations financées par le Groupe de la Banque africaine de développement, édition d'octobre 2015, disponible sur le site web de la Banque à l'adresse : <http://www.afdb.org>.

L'évaluation des manifestations d'intérêts et l'établissement de la liste restreinte seront effectués sur la base des critères suivants :

- être dans le domaine de l'ingénierie génie civil ou BTP ou de l'architecture ;
- avoir des références de prestations/missions similaires (suivi-contrôle des travaux de construction des structures de formation ou de bâtiments administratifs ou d'institutions reconnues au cours des cinq (5) dernières années).

5. Les consultants (firmes) intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse mentionnée ci-dessous pendant les jours ouvrables et aux heures d'ouverture de bureaux :

- le matin : 07 h 30 mn à 12 h 30 mn,
- l'après-midi : 13 h 00 mn à 16 h 00 mn.

Projet d'Appui à l'Emploi des Jeunes et Développement des Compétences en Milieu Rural, Tél : 70 29 47 13 et E-mail : [padejmr.coordo@gmail.com](mailto:padejmr.coordo@gmail.com) ou [padejmr.spm@gmail.com](mailto:padejmr.spm@gmail.com), sis à Ouaga 2000, non loin de l'Alimentation le Privilège à Ouaga 2000.

Ou

Direction des Marchés Publics du Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi, sis au 3ème étage de l'Hôtel administratif, côté nord de la Mairie de l'arrondissement N°1 (ex. mairie de Baskuy), téléphone 70.30.86.60.

6. Les Consultants intéressés doivent fournir les documents ci-après démontrant qu'ils possèdent les qualifications requises pour l'exécution des services :

- une lettre de manifestation d'intérêt datée et signée, adressée à Monsieur le Ministre des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi (MSJE) ;
- une présentation de la structure, ses domaines de compétence, son effectif et la qualification du personnel permanent, le siège ainsi qu'une copie de son registre de commerce ou de ses statuts et du Certificat d'inscription à l'ordre des ingénieurs ou des architectes) ;
- les références des missions similaires réalisées qui doivent faire ressortir pour chaque mission (i) l'intitulé de la mission, (ii) le nom, l'adresse et les contacts du client, (iii) l'année de réalisation y compris les dates de début et fin de la mission, (iv) le montant du contrat, (v) la liste des experts-clés ayant réalisé la mission et (vi) les descriptifs des tâches. Les références de prestations similaires des consultants (firmes) devront être justifiées par des documents permettant de faire des vérifications (pages de garde et de signature des contrats et attestations de bonne exécution). NB : Seules les missions similaires justifiées par un contrat approuvé et une attestation de bonne exécution seront prises en compte par le comité d'évaluation.

7. Les expressions d'intérêt, rédigées en langue française en trois (03) exemplaires dont un (01) original et deux (02) copies et une clé USB, doivent être envoyées ou déposées à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard le **jeudi 23 février 2023 à 09 heures 00** et porter expressément la mention « manifestation d'intérêt n°2023-002/MSJE/SG/DMP-PADEJ-MR du 25/01/2023 portant suivi-contrôle des travaux de construction d'unités de production, de réhabilitation et d'extension des CFP, des CPR et de leurs unités de production ».

#### Adresse de dépôt des plis :

Secrétariat de la Direction des Marchés Publics (DMP) du Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi (MSJE), 01 BP 6705 Ouagadougou 01, Tél. : +22670.30.86.60, sis au 3ème étage de l'Hôtel administratif, côté nord de la Mairie de l'arrondissement N°1 (ex. mairie de Baskuy).

Adresse de réception électronique :

[zonely88@yahoo.fr](mailto:zonely88@yahoo.fr) avec ampliations

à [oabdouabach@yahoo.fr](mailto:oabdouabach@yahoo.fr) et [padejmr.assistant.pm@gmail.com](mailto:padejmr.assistant.pm@gmail.com)

*Le Directeur des marchés publics*

**Wendsongda Elie ZONGO**

**Administrateur des services financiers**

### Audit annuel de conformité environnementale et sociale du projet d'appui à l'emploi des jeunes et développement des compétences en milieu rural (PADEJ-MR)

#### AVIS À MANIFESTATION D'INTÉRÊT

N°2023-001/MSJE/SG/DMP/PADEJ-MR

Référence de l'accord de financement : 21 00 15 50 38 118

N° d'identification du Projet : P-BF-100-002

Le Gouvernement du Burkina Faso a reçu un don de 10 300 000 UC du Groupe de la Banque africaine de développement (BAD) afin de couvrir le coût du Projet d'Appui à l'Emploi des Jeunes et le Développement des Compétences en Milieu Rural (PADEJ-MR), et a l'intention d'utiliser une partie des sommes accordées au titre de ce don pour financer le contrat relatif à l'audit de conformité environnementale et sociale du projet.

Le PADEJ-MR s'articule autour de trois composantes complémentaires.

La première composante entend se consacrer à l'appui à l'entrepreneuriat des jeunes diplômés de l'enseignement supérieur dans l'agriculture et l'agri business. Cette composante regroupe les actions de sensibilisation des jeunes diplômés, l'appui aux entreprises initiées par eux grâce à un service d'incubation de qualité comprenant notamment l'appui à la formulation de leurs plans d'affaires, la formation, l'accompagnement et le coaching, la facilitation de leur accès durable au financement.

La deuxième composante vise le développement des compétences pour l'employabilité et l'entrepreneuriat des jeunes ruraux. L'objectif est d'améliorer le dispositif existant de formation technique et professionnelle à l'intention des jeunes en milieu rural dans des secteurs comportant un réel potentiel de création d'emplois afin de fournir au marché du travail une masse critique de jeunes ayant les compétences et les profils en adéquation avec les besoins des employeurs ou pour s'auto-employer.

La troisième composante vient en appui à la gestion du projet à travers des actions liées aux appuis institutionnels et au développement de la connaissance permettant une bonne mise en œuvre du projet.

#### 1. Objectif général de l'audit

L'audit de conformité environnementale et sociale du Projet d'Appui à l'Emploi des Jeunes et le Développement des Compétences en Milieu Rural (PADEJ-MR) a pour objectif d'évaluer le niveau de conformité du projet aux exigences environnementales et sociales applicables.

De façon générale, l'audit se concentrera spécifiquement sur l'évaluation du degré de conformité du PADEJ-MR avec les dispositions de l'accord de financement, y compris les législations, réglementations et procédures nationales, les exigences environnementales et sociales de la Banque et les bonnes pratiques industrielles internationales (BPII) du secteur de l'agriculture. Il doit couvrir la période allant du début du projet jusqu'en fin 2022. L'audit identifiera les non-conformités, les bonnes pratiques et les lacunes, et recommandera des mesures correctives.

Spécifiquement, il s'agira de :

- décrire les activités du projet auditées, y compris les déclencheurs de l'audit et les risques E&S réels associés à chaque activité ;
- fournir une analyse détaillée des normes environnementales, sociales et du travail du pays et des exigences spécifiques de la Banque relatives au secteur des activités auditées ;
- présenter une méthodologie complète comprenant la portée et les critères de l'audit, ainsi que les normes référentielles nationales et les Bonnes Pratiques Internationales E&S ;
- apprécier le niveau d'avancement de mise en œuvre du SGES ;
- évaluer le degré de conformité avec les dispositions de l'accord de financement, y compris les législations, réglementations et procédures nationales, les exigences environnementales et sociales de la Banque ;
- faire l'évaluation/analyse de l'application des normes environnement-santé-sécurité (ESS), l'efficacité de la mise en œuvre du SGES dans les processus d'exécution des activités, y compris la gestion des externalités ;
- identifier les non-conformités, les écarts, les insuffisances d'une part, et les bonnes pratiques d'autre part ;
- proposer des recommandations pour des mesures correctives en réponse aux non-conformités identifiées et éventuellement aux impacts et risques non prévus et qui surviennent au cours de la mise en œuvre, avec un calendrier de mise en œuvre ainsi qu'une estimation de leurs coûts ;
- documenter les preuves de consultations et enquête de terrain (images, transcriptions, audios, photos, etc.).

#### 2. Exigences et contenu de l'audit

Les principaux critères à prendre en compte lors de la réalisation de l'audit sont :

- Les exigences E&S des accords de prêt/don ;
- Les législations, réglementations, normes et procédures nationales applicables en matière d'E&S ;
- Les exigences des politiques de la Banque ;
- Les documents environnementaux et sociaux du projet approuvés et publiés ;

Les bonnes pratiques internationales du secteur du projet, le cas échéant.

#### 3. Champ de l'audit

Le champ de l'audit couvre l'ensemble du projet et couvre la période allant du début du Projet à fin 2022.

#### 4. Tâches du Consultant

Les principales tâches attendues du Consultant dans le cadre de cet Audit pour chaque exercice (période du début du projet jusqu'à l'année 2022) sont :

- examiner les exigences des politiques environnementales et sociales de la Banque, y compris le changement climatique et le genre

## Prestations intellectuelles

- examiner les législations, réglementations, normes et procédures nationales applicables, y compris l'autorisation légale nationale, les permis et certificats requis avant les actions ;
- examiner les rapports disponibles sur le projet, y compris le rapport d'évaluation du projet, les accords de prêt/don, les rapports périodiques de mise en œuvre du projet, toute la documentation pertinente et les enregistrements disponibles et nécessaires à l'évaluation de la performance E&S du projet ;
- proposer la méthodologie adéquate aux critères spécifiques de l'audit de performance
- organiser une réunion d'ouverture avec l'Unité de coordination et de gestion du PADEJ-MR et, le cas échéant, les points focaux des partenaires d'exécution technique du projet ;
- déterminer et convenir, avec l'entité d'exécution du projet, de la portée, de la méthodologie et de l'ensemble des critères spécifiques de l'audit de performance ;
- Évaluer la capacité réelle de gestion et de suivi de la mise en œuvre des mesures d'atténuation convenues et des documents E&S connexes applicables au projet ;
- tenir des consultations avec les organismes de réglementation et les parties prenantes concernés (y compris, mais sans s'y limiter, la cellule d'exécution du projet (CEP), les bénéficiaires locaux, les personnes affectées par le projet, la société civile, les ministères et les entrepreneurs), sur l'état du projet en ce qui concerne les risques et impacts E&S identifiés ainsi que les mesures d'atténuation et les autorisations légales planifiées et mises en œuvre ;
- effectuer des inspections du site du projet pour évaluer les activités E&S mises en œuvre, y compris la gestion des entrepreneurs et les risques et impacts environnementaux et sociaux connexes ;
- Décrire les impacts/risques environnementaux et sociaux potentiels et observés liés aux activités du projet
- Proposer un plan d'action correctrice (PAC) qui propose pour chaque problèmes, non-conformités et risques apparus, des mesures de correction avec des propositions d'indicateurs de suivi et la désignation des responsabilités pour leur mise en œuvre et de leur suivi
- préparer un rapport complet : le rapport doit présenter une analyse convaincante des constatations et des causes au regard de la portée et des critères d'audit prédéterminés. Il devrait présenter une analyse logique (qualitative et quantitative) de l'efficacité des mesures d'atténuation, des risques résiduels, des questions d'environnement, santé et sécurité (ESS), etc. Le rapport comprendra également un plan d'action de correction (PAC) résumant les recommandations concrètes pour le suivi des conclusions et des mesures correctives, y compris des coûts clairement estimés, les rôles et les responsabilités spécifiques. Ce PAC devra donc contenir au minimum : les constats, les actions correctives, les responsabilités (d'exécution et de suivi), les indicateurs, les sources de vérification, les coûts et périodes d'exécution
- organiser une réunion de clôture avec l'Unité de coordination et de gestion du projet (UCGP) : le but de cette réunion est de présenter les constatations de l'audit afin de s'assurer qu'elles sont clairement comprises et reconnues par l'entité auditée. Toute opinion divergente en suspens, entre l'équipe d'audit et l'entité auditée, doit être discutée et enregistrée.

### 5. Livrables

Au cours de cette prestation, les documents ci-après devront être produits et déposés au projet qui transmettra à la BAD. Il s'agit de :

- Un rapport de démarrage qui décrit la méthodologie, les objectifs, les ressources effectivement mobilisées, le calendrier détaillé, un projet de table des matières (avec deux niveaux hiérarchiques), les parties prenantes concernées par l'étude et les différents outils de collecte de données. Ce rapport doit être transmis cinq (05) jours après la notification de l'ordre de service ;
- Un rapport provisoire en cinq (05) exemplaires et en version électronique éditable qui sera soumis à l'approbation au PADEJ-MR qui transmettra aux parties concernées. Le rapport provisoire sera transmis quarante-cinq (45) jours après le démarrage de la prestation
- Un rapport final intégrant les observations, commentaires et suggestions de toutes les parties sur sa version provisoire présentant les principales conclusions et les résultats des vérifications, des réalisations, des propositions environnementales et sociales, y compris les commentaires de la BAD. Il sera produit en cinq (05) exemplaires et en version électronique éditable. Ce rapport final sera transmis dix (10) jours après la réception des observations et commentaires des parties prenantes.

### 6. Structure du rapport de l'audit

Le consultant s'assurera que le contenu du Rapport de l'Audit de conformité environnementale et sociale prend en compte l'ensemble des exigences du SSI en matière d'Audit de conformité environnemental et social tel que présentées en annexe des présents TDR d'une part, et les exigences de la Loi N°006-2013 AN du 02 avril 2013, portant Code de l'Environnement au Burkina Faso du Burkina, notamment en son décret d'application relatif à l'Audit environnemental (décret N°2015- 1200 IPRES- TRANS/PMI/MERHIMME/MICA/ MS/MIDT IMCT portant modalités de réalisation de l'audit environnemental), d'autre part.

### 7. Conditions d'exécution, durée de la mission et produits attendus

Le consultant travaillera sous la supervision de l'UGP du projet. La durée des prestations est de 60 jours y compris les visites de terrain. Cette durée ne prend pas en compte les délais de validation des rapports.

### 8. Qualifications du consultant

Le consultant devra être un Consultant individuel répondant aux exigences minimales de qualification suivantes :

- Avoir au moins un diplôme BAC+5 dans les disciplines liées à la gestion environnementale et sociale ;
- Avoir un minimum de huit (8) années d'expérience professionnelle pertinente en audit environnemental et social. Une expérience dans les grands domaines de l'évaluation environnementale et sociale et, dans la gestion et la surveillance de l'environnement, sera un atout ;
- Avoir une expérience dans la préparation et/ou la gestion de la mise en œuvre des EIES, PGES, PAR, AUDIT E&S de projets financés par la BAD ou d'autres IFD ;
- Avoir une expérience au Burkina Faso serait un avantage supplémentaire ;
- Avoir réalisé un audit E&S d'un projet financé par la BAD ;
- Connaitre les procédures et normes nationales et internationales en matière des sauvegardes environnementales et sociales notamment celles de la BAD ;
- Avoir un esprit d'équipe et le sens de l'innovation et d'adaptation ;
- Une connaissance des logiciels de traitement de données relatives et de la suite Microsoft (Word, Excel, Powerpoint, ArcGis, etc...) est requise.

# Prestations intellectuelles

## 9. Contenu du dossier de manifestation d'intérêt

Le Directeur des Marchés Publics du Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi (MSJE) invite les consultants individuels à manifester leur intérêt pour fournir les services décrits ci-dessus. Les consultants intéressés doivent produire les informations sur leur capacité et expérience démontrant qu'ils sont qualifiés pour les prestations (documentations, référence de prestations similaires, expérience dans des missions comparables, etc).

Les dossiers de manifestation d'intérêts devront comporter les pièces suivantes :

- Une lettre de manifestation d'intérêt adressée à Monsieur le Directeur des Marchés Publics du Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi (MSJE);
- Un curriculum vitae (CV) actualisé/récent, daté et signé, avec mention d'au moins trois références professionnelles, et comportant les informations sur leurs formations académiques, expériences, compétences et capacités démontrant qu'ils sont qualifiés pour la mission ;
- Les copies du diplôme, des attestations de travail, attestations de bonne exécution ou certificats de service fait, justifiant les qualifications et expériences professionnelles du consultant pour la mission ;
- Les références des missions similaires réalisées par les Consultants. Les Consultants doivent faire ressortir au moins pour chaque mission les informations minimums suivantes : (i) l'objet et le contenu de la mission, (ii) le nom, l'adresse et les contacts du client, (iii) le pays de réalisation de la mission, (iv) l'année de réalisation y compris les dates de début et de fin de la mission, (v) le montant du contrat et toute autre information pertinente sur la mission réalisée ; (vi) les résultats obtenus et livrables produits, etc... Les références de prestations similaires des consultants devront être justifiées par des attestations de bonne exécution ou des certificats attestant la bonne fin des prestations.

## 10. Procédure de sélection

Les critères d'éligibilité, l'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection seront conformes au Cadre de passation des marchés pour les opérations financées par le Groupe de la Banque africaine de développement, édition d'octobre 2015, disponible sur le site web de la Banque à l'adresse :<http://www.afdb.org>.

La sélection sera conduite suivant la méthode de sélection de consultant individuel, notamment par la comparaison d'au moins 3 CV sur la base d'une liste restreinte de consultants qualifiés établie à l'issue de l'avis à manifestation d'intérêts. La procédure de sélection comportera les deux (2) étapes successives ci-après :

- la phase d'établissement d'une liste restreinte d'au moins trois candidats qualifiés pour la mission, c'est à dire répondant aux exigences minimum de diplôme et d'expériences requises dans les termes de référence de la mission ;
- la phase d'évaluation et de comparaison des CV des candidats de la liste restreinte afin de retenir le candidat le plus qualifié et le plus apte pour la mission.

Par la suite, le candidat jugé le plus qualifié pour la mission et classé premier à l'issue de l'évaluation des CV, sera invité à soumettre une proposition financière en vue des négociations du contrat. Le contrat ne sera attribué au candidat classé premier qu'à l'issue positive des négociations.

L'évaluation des CV des candidats retenus sur la liste restreinte sera effectuée sur la base des critères suivants :

N°	Critères d'évaluation/Barème de notation	Notation
<b>1</b>	<b>Qualifications et aptitude pour la tâche à accomplir</b>	<b>35 points</b>
1.1	<i>Diplôme</i>	<i>5 points</i>
	Diplôme conforme : Niveau minimum BAC+5 dans les disciplines liées à la gestion environnementale et sociale = 5 points	<i>5 points</i>
	Diplôme non conforme : Niveau inférieur à BAC+5 ou diplôme dans une discipline autre que celles liées à la gestion environnementale et sociale = 0 point	<i>0 point</i>
1.2	<i>Expérience générale</i>	<i>30 points</i>
	Avoir un minimum de huit (8) années d'expérience professionnelle de huit (08) ans en audit environnemental et social ou dans la gestion et la surveillance de l'environnement ✓ Huit (8) années d'expérience : 24 points ✓ Au-delà de 8 années d'expérience : 1 point supplémentaire par année d'expérience additionnelle	<i>30 points</i>
<b>2</b>	<b>Adéquation pour la mission : Expériences spécifiques dans la tâche décrite dans les TDR</b>	<b>60 points</b>
2.1	Avoir au moins deux (02) expériences spécifiques dans la réalisation des SGES, EIES, PGES et PAR des projets de développement financés par la BAD ou autres Partenaires Techniques et Financiers (PTF), au cours des cinq (05) dernières années (2021-2020-2019-2018-2017) : ✓ Deux (2) expériences : 11 points ✓ Au-delà de deux (2) expériences : 1 point supplémentaire par expérience additionnelle	<i>18 points</i>
2.2	Avoir au moins deux (02) expériences spécifiques dans la réalisation des missions d'audit environnemental et social des projets similaires au cours des cinq (5) dernières années : ✓ Deux (2) expériences : 35 points ✓ Au-delà de deux (2) expériences : 1 point supplémentaire par expérience additionnelle	<i>42 points</i>
<b>3</b>	<b>Expérience dans le Pays</b>	<b>5 points</b>
	Une expérience dans le domaine de l'audit environnemental et social ou en matière de gestion et de surveillance de l'environnement au Burkina Faso serait un avantage supplémentaire : ✓ Une (1) expérience au Burkina Faso : 3 points ✓ Au-delà d'une expérience au Burkina Faso : 1 point supplémentaire par expérience additionnelle.	<i>5 points</i>
<b>Total</b>		<b>100 points</b>

## ***Prestations intellectuelles***

Seul le candidat jugé le plus qualifié pour la mission et classé premier sera retenu pour la négociation en vue de l'attribution du contrat sous réserve qu'il ait obtenu une note minimum de 70 points. En cas d'égalité, la préférence sera accordée au candidat qui justifie du plus grand nombre d'expériences similaires (justifiées) de projets et programmes financés par la BAD.

### **11. Adresse pour le dépôt des manifestations d'intérêts et l'obtention de renseignements y compris des TDR de la mission**

Les consultants individuels intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires et retirés les termes de référence (TDR) de la mission aux adresses mentionnées ci-dessous pendant les jours ouvrables et aux heures d'ouverture de bureaux suivantes :

- le matin : 07 h 30 mn à 12 h 30 mn,
- l'après-midi : 13 h 00 mn à 16 h 00 mn.

Direction des Marchés Publics du Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi, sis au 3ème étage de l'Hôtel administratif, côté nord de la Mairie de l'arrondissement N°1 (ex. mairie de Baskuy, téléphone 70.30.86.60

Projet d'Appui à l'Emploi des Jeunes et Développement des Compétences en Milieu Rural, tél : 58.55.87.90/  
E-mail : padejmr.assistant.pm@gmail.com ou padejmr.spm@gmail.com

Les TDR peuvent être également consultés ou téléchargés sur le site web du Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi (MSJE): [www.jeunesse.gov.bf](http://www.jeunesse.gov.bf).

Les expressions d'intérêt rédigées en langue française en trois (03) exemplaires dont un (01) original, deux (02) copies et un CD-ROM, doivent être envoyées ou déposées à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard le **jeudi 23 février 2023 à 09 heures 00** et porter expressément la mention «Recrutement de Consultant Individuel pour l'audit annuel de conformité environnementale et sociale du PADEJ-MR».

#### **Adresse de dépôt des plis :**

Secrétariat de la Direction des Marchés Publics du Ministère de la Jeunesse et de la Promotion de l'Entrepreneuriat des Jeunes, sis au 3ème étage de l'Hôtel administratif, côté nord de la Mairie de l'arrondissement N°1 (ex. mairie de Baskuy, téléphone 70.30.86.60.  
Adresse de réception électronique : padejmr.assistant.pm@gmail.com avec copie à [dmpmjpej@yahoo.com](mailto:dmpmjpej@yahoo.com) .

***Le Directeur des Marchés Publics***

**Wendsongda Elie ZONGO**  
Administrateur des services financiers

**Direction Générale du Contrôle des Marchés Publics et  
des Engagements Financiers**

**[www.dgcmef.gov.bf](http://www.dgcmef.gov.bf)**

### Suivi-contrôle des travaux de réhabilitation du bâtiment administratif et des appartâmes du Secrétariat Technique de la Semaine Nationale de la Culture (ST-SNC).

Manifestation d'intérêt  
n° 2023- 01/MCCAT/SG/DMP du 06/02/2023.

Le Directeur des marchés Publics, Président de la Commission d'Attribution des Marchés du Ministère de la Culture des Arts et du Tourisme lance un avis de manifestation d'intérêt en vue du recrutement d'un cabinet ou bureau d'études pour le suivi-contrôle des travaux de réhabilitation du bâtiment administratif et des appartâmes du ST-SNC à Bobo-Dioulasso.

Ce présent avis est constitué d'un lot unique : suivi-contrôle de l'exécution des travaux de réhabilitation du bâtiment administratif et des appartâmes du ST-SNC à Bobo-Dioulasso.

#### 1• Objectifs de la mission

Les objectifs de la mission sont :

- Organiser, coordonner et superviser les travaux de réhabilitation en collaboration avec toutes les parties prenantes pour assurer des infrastructures de qualité sur le site du ST-SNC;
- Certifier les travaux conformément aux normes techniques et participer à leurs réceptions.

Les résultats attendus sont :

- Des infrastructures respectant les normes architecturales et les cahiers des clauses techniques;
- Les réceptions partielles des ouvrages sont assurées;
- Les suivis des travaux à pieds d'œuvre sont assurés;
- Les réceptions des ouvrages de qualité seront effectives.

#### 2. Financement

Le financement des prestations est assuré par le compte trésor « RITC », gestion 2023.

#### 3• Tâches du prestataire

Les bureaux d'études sélectionnés agissant en qualité de maître d'œuvre, seront responsables du suivi-supervision et du contrôle des travaux.

- Organiser et coordonner les travaux et être à pieds d'œuvre sur le chantier;
- Installer les entreprises sur le chantier;
- Organiser et diriger les réunions de chantier;
- Rédiger et diffuser les procès verbaux et comptes rendu de réunions ;
- Tenir au moins une réunion par semaine sur le site avec les différents intervenants (entreprises, administration, bénéficiaires etc...) afin d'assurer une bonne coordination et contrôle de la qualité des travaux;
- Veiller au respect des termes du contrat des entreprises;
- Veiller au respect du planning général prévisionnel d'exécution des travaux et le tenir à jour;
- Contrôler la qualité d'exécution des travaux et veiller au respect des délais contractuels;
- Assurer le cas échéant, la liaison avec les organismes chargés de contrôle ( laboratoires, direction régionale de l'habitat, de l'architecture et de la construction, ou autres bureaux de contrôle);
- Contrôler, vérifier et certifier les travaux;
- Commander les essais de contrôle, analyser et vérifier les résultats ( en cas de besoin);
- Vérifier et certifier les attachements et décompte avant leur transmission au maître d'ouvrage;
- Vérifier les échantillons, des matériaux, matériels et équipements proposées avant leurs utilisation ou emploi;
- Participer aux réceptions techniques, provisoires et définitives des ouvrages.

#### 4• Lieu et durée de la mission

La durée globale de travail requise pour la mission est estimée à quarante-cinq (45) jours à partir de la date de démarrage des travaux et sera menée à Bobo-Dioulasso sur le site du ST-SNC. Le bureau d'études fournira dès le démarrage des travaux, un chronogramme détaillé de travail n'exédant pas les différentes échéances d'exécution des prestations.

Ce chronogramme concernera toutes les activités recensées dans les missions du bureau d'études.

#### 5• Conditions de participation

Le présent avis de sollicitation de manifestation d'intérêt est ouvert à égalité de conditions aux bureaux d'études étant dans le domaine d'intervention concerné, régulièrement installés au Burkina Faso et en règle vis-à-vis de l'administration.

#### 6• Composition du dossier

L'expression d'intérêt doit être accompagnée de :

- la lettre de manifestation d'intérêt adressée à l'autorité contractante;
- les références de prestations antérieures de même nature ou similaires exécutées durant les trois dernières années (2019 à 2022) avec l'Etat ou ses démembrements et justifiées par des attestations de bonne fin d'exécution et les copies des pages de garde ou de signatures du ou des contrats) ;
- l'offre technique et l'offre financière en 3 copies et un original chacune ;
- l'agrément technique attestant du domaine d'activité ;
- la liste du matériel nécessaire au suivi-contrôle ;
- l'adresse complète : localisation, personne à contacter, BP, téléphone, fax, e- mail ;
- toute information jugée pertinente.

# Prestations intellectuelles

## 7• CRITERES ET PROCEDURES DE SELECTION

N°	Critère	Nombre de points affecté
<b>I</b>	<b>Références similaires du cabinet</b>	<b>10 points</b>
I.1.	Références similaires (2 marchés similaires justifiés par les pages de garde et de signature des contrats avec l'Etat ou ses démembrements).	10 points soit 5 points par marché similaire fourni et valide
<b>II</b>	<b>Personnel minimum</b> (les généralités comptent pour 40% et les expériences pertinentes 60%)	<b>50 points</b>
II.1.	Chef de mission (BAC+5 en génie civil) ayant 5 années d'expérience au moins et deux(02) expériences similaires au même poste.	20 points
II.2.	Technicien supérieur en génie civil, option BTP), ayant 5 années d'expérience et deux(02) expériences similaires au même poste.	15 points
II.3.	Technicien supérieur en génie civil, option structure métallique ayant 5 années d'expérience et deux(02) expériences similaires au même poste.	15 points
<b>III</b>	<b>Méthodologie, planning et présentation</b>	<b>40 points</b>
IV.1.	Présence et cohérence de la méthodologie	20 points
IV.2.	Planning de travail	10 points
IV.3.	Organisation du personnel faisant ressortir le rôle de chacun	10 points

- NB :
- Le cabinet qui obtiendra la meilleure note technique sera invité à fournir une offre financière pour la négociation du contrat de la demande de propositions allégée;
  - L'expérience du consultant à travers les références à fournir devront être justifiées par des attestations de bonne fin des travaux et des copies des pages de garde et de signature des contrats;
  - Les copies des diplômes doivent être légalisées et conformes à la qualification.
    - Les CV du personnel doivent être datés, actualisés et signés par les titulaires.
    - La liste du matériel de suivi doit être dûment justifié par les reçus d'achat ou dument notariée.

**Les offres seront notées sur 100 points, toute note inférieure à 70 points sera écartée pour la suite du processus de selection.**

### 8. Dépôt des candidatures

Les cabinets ou bureaux d'études intéressés par le présent avis de sollicitation de manifestation d'intérêt sont informés que les dossiers de candidatures (un original et trois copies) seront reçus au secrétariat de la Direction des Marchés Publics du Ministère de la Communication, de la Culture, des Arts et du Tourisme 03 BP 7007 Ouaga 03 Tél : 25 41 90 13/75 44 47 47 sis à l'hôtel administratif, 1er immeuble côté Ouest, 1er étage de l'immeuble à l'aile droite côté Est 2ème bureau à gauche le **jeudi 23 février 2023 à 09 heures 00** avec la mention « Manifestation d'intérêt le suivi-contrôle des travaux de réhabilitation du ST-SNC.

### 9. Ouverture des plis

L'ouverture des plis aura lieu le même jour à partir de 09 heures dans la salle de réunion dudit ministère en présence des soumissionnaires qui désirent y participer.

### 10• Informations complémentaires

Des informations complémentaires et les termes de références peuvent être obtenues auprès de la Direction des Marchés Publics du MCCAT (tél : 25 41 90 13/75 44 47 47).

### 11• Réserves

L'administration se réserve le droit de ne donner aucune suite à tout ou partie du présent avis de manifestation d'intérêt.

**Le Directeur des Marchés Publics,  
Président de la Commission d'Attribution des Marchés du MCCAT**

**San Ibrahim OUATTARA**  
Chevalier de l'ordre de l'Étalon

### RECRUTEMENT D'UN BUREAU D'INGENIERIE (FIRME) POUR LA REALISATION DES DIAGNOSTICS SOCIO-FONCIERS ET DES ETUDES TECHNIQUES D'AVANT-PROJET DETAILLE D'AMENAGEMENT/REHABILITATION DE BAS-FONDS DANS LES REGIONS, DU NORD, DES HAUTS BASSINS, DES CASCADES ET DE LA BOUCLE DU MOUHOUN.

#### AVIS A MANIFESTATION D'INTERET

N°2023\_\_007M/MARAH/SG/DMP DU 1ER FAVRIER 2023

Nom du projet : **Projet de résilience et de Compétitivité agricole (PReCA)**

Financement : **Crédit IDA N°6492 du 24/09/2019**

1. Le Burkina Faso a reçu un crédit de l'Association Internationale de Développement (IDA) pour financer le « Projet de Résilience et de Compétitivité Agricole (PReCA) » et a l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour effectuer les paiements au titre du contrat de services de consultant pour la réalisation des diagnostics socio-fonciers et des études techniques d'avant-projet détaillé d'aménagement/réhabilitation de bas-fonds dans les régions du Nord, des Hauts Bassins, des Cascades et de la Boucle du Mouhoun.

2. L'objectif global de la mission est d'évaluer la faisabilité socio-foncière et technique pour l'aménagement/réhabilitation de bas-fonds de type PAFR dans la zone d'intervention du PReCA.

3. La mission du consultant, pour chaque lot, porte sur la réalisation des diagnostics socio-fonciers et des études techniques d'avant-projet détaillé de chaque site. En prélude des investigations terrain, le Consultant procédera à une revue bibliographique afin de fournir un rapport de démarrage consistant et orientant la suite des études.

4. Les prestations seront réalisées en 04 missions selon l'allocation suivant :

-Lot 1 : réalisation des diagnostics socio-fonciers et des études techniques d'avant-projet détaillé d'aménagement/réhabilitation de 1272 ha de bas-fonds dans la Région du Nord ;

-Lot 2 : réalisation des diagnostics socio-fonciers et des études techniques d'avant-projet détaillé d'aménagement/réhabilitation de 380 ha de bas-fonds dans la Région des Hauts Bassins,

-Lot 3 : réalisation des diagnostics socio-fonciers et des études techniques d'avant-projet détaillé d'aménagement/réhabilitation de 326 ha de bas-fonds dans la Région des Cascades,

-Lot 4 : réalisation des diagnostics socio-fonciers et des études techniques d'avant-projet détaillé d'aménagement/réhabilitation de 812 ha de bas-fonds dans la Région de la Boucle du Mouhoun.

5. Pour l'exécution de sa mission, le consultant (Firme) mobilisera le personnel indiqué dans les termes de référence.

6. La durée totale d'exécution de la mission (pour chaque lot) est de deux (02) mois y compris le temps de réaction de l'administration.

7. Par la présente, le Directeur des Marchés Publics du Ministère de l'Agriculture, des Ressources Animales et Halieutiques invite les consultants (bureaux d'études/firmes), à manifester leur intérêt à fournir les prestations décrites ci-dessus.

8. Les consultants intéressés doivent fournir les informations démontrant qu'ils possèdent les qualifications requises pour l'exécution des services ci-dessus indiqués. Les dossiers de manifestation d'intérêt devront comporter notamment :

- une lettre de manifestation adressée à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, des Ressources Animales et Halieutiques (MARAH);

- une présentation du bureau d'études faisant ressortir son identification (RCCM, IFU, localisation, adresse complète) et ses domaines de compétence;
- les références techniques similaires exécutées au cours des cinq (05) dernières années (à partir du 1er janvier 2018). La présentation de chaque référence similaire doit faire ressortir au moins : l'intitulé de la mission, le nom du client ; l'année de réalisation, les date de début et de fin de la mission ; le personnel clé mobilisé par le consultant, le montant du marché, le contact du client ;
- les preuves des prestations similaires exécutées soutenues par les copies des pages de garde et de signature des contrats et d'attestations de bonne fin.

Seules les références attestées par des pièces justificatives seront prises en compte pour la présélection. Les consultants seront classés sur la base du nombre de références.

9. Une liste restreinte d'au moins cinq (05) et au plus huit (08) consultants (bureaux d'études/firmes) sera établie à l'issue de la manifestation d'intérêt. Les consultants (bureaux d'études/firmes) seront sélectionnés selon la méthode de sélection fondée sur la « Qualité et le coût (SBQC) » en accord avec les procédures et le règlement de passation des marchés pour les emprunteurs sollicitant le financement de projet d'investissement (Edition Novembre 2020) et affiché sur le site web : [worldbank.org/html/opr/consult](http://worldbank.org/html/opr/consult).

10. Les critères de sélection porteront essentiellement sur :

- les qualifications des candidats dans le domaine des prestations : disposer de l'agrément technique EC au moins pour les consultants nationaux ; pour les consultants étrangers, il sera fait application de la législation en la matière de leur pays d'origine;
- disposer au cours des cinq (05) dernières années (à compter du 1er janvier 2018) d'au moins trois (03) références en études d'aménagement de bas-fonds d'au moins 200 ha sur un ou plusieurs sites simultanément.

11. Les bureaux d'études ou firmes intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires (termes de références) à l'adresse ci-après et aux jours ouvrables de 8 heures à 15 heures : Secrétariat de la Direction des Marchés Publics du Ministère de l'Agriculture, des Ressources Animales et Halieutiques, sise à l'immeuble dudit Ministère à Ouagadougou 2000, téléphone 25 49 99 00 poste 4019-Burkina Faso ; E-mail : [procurement.PReCA@gmail.com](mailto:procurement.PReCA@gmail.com)

12. Les manifestations d'intérêt rédigées en français en quatre (04) exemplaires (01 original et 03 copies) doivent être déposées sous plis fermés au plus tard le **jeudi 23 février 2023 à 09 heures 00**, temps universel à l'adresse ci-dessous : Secrétariat de la Direction des Marchés Publics du Ministère de l'Agriculture, des Ressources Animales et Halieutiques, sise à l'immeuble dudit Ministère à Ouagadougou 2000, téléphone 25 49 99 00 poste 4019-Burkina Faso.

**Le Directeur des Marchés Publics**  
**Président de la Commission d'Attribution des Marchés**

**Souébou BARRY**  
Chevalier de l'Ordre du mérite



### RECRUTEMENT D'UNE ASSISTANCE TECHNIQUE POUR L'HARMONISATION DES CADRES DE PROFESSIONNALISATION DU SECTEUR DE TRANSPORT ROUTIER AU BURKINA FASO

#### SOLLICITATION DE MANIFESTATIONS D'INTERET PAYS : BURKINA FASO

#### PROJET REGIONAL DE CORRIDOR ECONOMIQUE LOME-OUAGADOUGOU-NIAMEY (PCE-LON)

#### FINANCEMENT : IDA N°DON 8910 et Crédit N°69670

No. de référence : 2023- 00005 /MTMUSR/SG/DMP/PCE-LON

1• Le Gouvernement du Burkina Faso a obtenu de l'Association internationale de développement (IDA), des fonds (Don et Crédit) pour le financement du Projet Régional de Corridor Economique Lomé-Ouagadougou-Niamey et a l'intention d'utiliser une partie du montant de ces fonds pour effectuer les paiements au titre du contrat pour lequel avis à manifestation d'intérêt est publié.

2• Les services de consultant (« Services ») comprennent essentiellement : à apporter un appui technique au Burkina Faso dans le cadre de la professionnalisation et la formalisation du sous-secteur du transport routier des marchandises. L'étude comprend d'abord une partie diagnostique, états des lieux de la professionnalisation et formalisation du sous-secteur du transport routier de marchandises et de la logistique, la définition de programme de renforcement de capacités des acteurs privés et publics et une deuxième partie de mise en œuvre dudit programme.

Le délai global d'exécution des prestations du Consultant est de trois (03) ans.

Le détail des Termes de Référence (TDRs) pour les prestations peut être obtenu à l'adresse indiquée ci-dessous :

Secrétariat de la Direction des Marchés Publics du Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière (DMP/MTMUSR) sise au 2ème étage du 3ème bâtiment de l'Hôtel administratif sis au côté ouest de la mairie de Baskuy situé en face de l'aéroport International de Ouagadougou, email : dmp@transport.gov.bf ; 03 BP 7048 Ouagadougou 03 ; Tél : 25 49 77 10 ou à l'Unité de Gestion du Projet Corridor Economique Lomé-Ouaga-Niamey (PCE-LON), 1er étage du Bâtiment R+2 couleur Violette sis au Secteur 52 Ouaga 2 000, Rue Nomba Mahamadi OUEDRAOGO, porte 341 en tournant à droite au dernier feu avant le monument des martyrs en provenance l'échangeur de Ouaga 2000, troisième carré à droite Téléphone : +226 67 51 00 00 , tobazingos@gmail.com du lundi au jeudi de 07h30 mn à 12h30 mn et de 13h à 16h et le vendredi de 07h30 mn à 12h30 mn et de 13h30 mn à 16h30 mn.

3• La Direction des Marchés Publics du Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière à travers l'Unité de Gestion du Projet Régional de Corridor Economique Lomé-Ouaga-Niamey (PCE-LON) invite les firmes de consultants (« Consultants ») éligibles à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus. Les Consultants intéressés doivent fournir les informations (documentation, référence de prestations similaires, expérience pertinente dans des missions comparables, etc.) démontrant qu'ils possèdent les qualifications requises et une expérience pertinente pour l'exécution des Services. Les critères pour l'établissement de la liste restreinte sont :

i)• Le consultant devra justifier d'au moins trois (03) références dans le domaine de la professionnalisation des acteurs et la formalisation des entreprises et trois (03) références dans le secteur des transports en expérience générale ;

ii)• Il devra en outre disposer d'expériences spécifiques dans le domaine de la professionnalisation des acteurs et la formalisation des entreprises du secteur des transports routiers. Le nombre de références spécifiques servira de base au classement des consultants respectant le premier critère.

**Les références devront être justifiées. Toutes les références fournies pourront faire l'objet de vérification par l'administration pour attester de l'authenticité desdites références.**

4• Il est porté à l'attention des Consultants que les dispositions de la Section III, des paragraphes 3.14, 3.16 et 3.17 du Règlement de

Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement (FPI) de la Banque mondiale de Juillet 2016 mis à jour en novembre 2017, août 2018 et novembre 2020 ("Règlement de Passation des Marchés"), décrivant les politiques de la Banque mondiale en matière de conflit d'intérêt sont applicables.

5• Les Consultants peuvent s'associer avec d'autres firmes pour renforcer leurs compétences respectives en la forme d'un groupement solidaire ou d'un accord de sous-traitant. En cas de groupement, tous les membres du groupement seront solidairement et conjointement responsables pour le contrat dans son intégralité, si sélectionné et une copie de l'accord de groupement entre les sociétés sera joint à la manifestation d'intérêt.

6• Un Consultant sera sélectionné selon la méthode de sélection fondée sur la qualité technique et le coût (sélection qualité coût), telle que décrite dans le Règlement de Passation des Marchés.

7• Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires au sujet des documents de référence à l'adresse ci-dessous : Direction des Marchés Publics du Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière (DMP/MTMUSR) sise au 2ème étage du 3ème bâtiment de l'Hôtel administratif sis au côté ouest de la mairie de Baskuy situé en face de l'aéroport International de Ouagadougou, email : dmp@transport.gov.bf ; 03 BP 7048 Ouagadougou 03 ; Tél : 25 49 77 10 // 54 46 10 57 ou à l'Unité de Gestion du PCE-LON, 1er étage du Bâtiment R+2 couleur Violette sis au Secteur 52 Ouaga 2 000, Rue Nomba Mahamadi OUEDRAOGO, porte 341 en tournant à droite au dernier feu avant le monument des martyrs en provenance l'échangeur de Ouaga 2000, troisième carré à droite Téléphone : 67 51 00 00 , tobazingos@gmail.com du lundi au jeudi de 07h30 mn à 12h30 mn et de 13h à 16h et le vendredi de 07h30 mn à 12h30 mn et de 13h30 mn à 16h30 mn.

8• Les manifestations d'intérêt, rédigées en français, doivent être livrées en quatre (04) exemplaires (1 original + 3 copies) plus une copie électronique à l'adresse suivante ci-dessous (en personne, par courrier), au plus tard le **20 février 2023., à 10h00 GMT** :

Les plis devront porter expressément la mention :

« Manifestation d'intérêt pour le recrutement d'un consultant pour l'assistance technique pour l'harmonisation des cadres de professionnalisation du secteur de transport routier au Burkina Faso »

#### A l'attention de :

Mahama WONGO, Directeur des Marchés Publics  
Direction des Marchés Publics du Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière (DMP/MTMUSR) sise au 2ème étage du 3ème bâtiment de l'Hôtel administratif sis au côté ouest de la mairie de Baskuy situé en face de l'aéroport International de Ouagadougou, 03 BP 7048 Ouagadougou 03 ; Tél : 25 49 77 10 / email : dmp@transport.gov.bf (copie à : tobazingos@gmail.com et beogojoseph@yahoo.fr).

**Le Directeur des Marchés Publics**

**Mahama WONGO**

# Marchés Publics

## *APPELS D'OFFRES DES COLLECTIVITES TERRITORIALES*

- \* **Marchés de Fournitures et Services courants** **P. 26 & 27**
- \* **Marchés de Travaux** **P. 28**
- \* **Marchés de Prestations Intellectuelles** **P. 29**

## DG-C.M.E.F.

### *Fournitures et Services courants*

#### REGION DU CENTRE

#### **Prestation de service de restauration au profit du CMA du District Sanitaire de Boulmiougou**

**Avis de demande de prix**  
**N°2023-001/MATD/RCEN/HC/CPAM**  
**Financement : Budget de l'Etat, Gestion 2023**

Cet avis de demande de prix fait suite à l'adoption du plan de passation des marchés publics exercice 2023, du District Sanitaire de Boulmiougou.

1. Le District Sanitaire de Boulmiougou dont l'identification complète est précisée aux Données particulières de la demande de prix (DPDPX) lance une demande de prix ayant pour objet la prestation de service de restauration au profit du CMA du District Sanitaire de Boulmiougou tels que décrits dans les Données particulières de la demande de prix dont le montant en TTC est de vingt millions (20 000 000) francs CFA.

2. La participation à la concurrence est ouverte à toutes les personnes physiques ou morales pour autant qu'elles ne soient pas sous le coup d'interdiction ou de suspension et en règle vis-à-vis de l'administration.

Les prestations se décomposent en un lot unique.

3. Le délai d'exécution ne devrait pas excéder : 10 mois (10 mois de l'année budgétaire 2023 et le délai d'exécution de chaque ordre de commande est de 05 mois).

4. Les Candidats éligibles, intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires et consulter gratuitement le dossier de demande de prix auprès du Responsable de l'Administration et des Finances du District Sanitaire de Boulmiougou.

5. Tout Candidat éligible, intéressé par le présent avis, doit retirer

un jeu complet du dossier de demande de prix auprès du Responsable de l'Administration et des Finances du District Sanitaire de Boulmiougou et moyennant paiement d'un montant non remboursable de vingt-cinq mille (25 000) francs CFA, payable auprès du Régisseur de la Direction Générale des Marchés Publics et des Engagements Financiers (DGCMEF) sise au 395 Avenue Ho Chi Minh, téléphone 50 32 47 76.

En cas d'envoi par la poste ou autre mode de courrier, la Personne responsable des marchés ne peut être responsable de la non réception du dossier de demande de prix par le Candidat.

6. Les offres présentées en un (01) original et trois (03) copies, conformément aux données particulières de la demande de prix, et accompagnées d'une garantie de soumission d'un montant de six cent mille (600 000) FCFA devra parvenir ou être remises au secrétariat de Monsieur le Secrétaire Général de la province du Kadiogo Tél 50 30 89 82 avant **le vendredi 17 février 2023 à 09 heures 00**. L'ouverture des plis sera faite immédiatement dans la salle de réunion du Haut-Commissariat de la province du Kadiogo en présence des Candidats qui souhaitent y assister.

7. Les Candidats resteront engagés par leurs offres pour un délai de soixante (60) jours calendaires, à compter de la date limite de remise des offres.

**Le Président de la Commission d'attribution des marchés**

**Boukari SAVADOGO**  
Administrateur civil

### Achat d'imprimés et de fournitures de bureau au profit du CHR de KAYA

**Avis de demande de prix**  
**n°2023-02/MSHP/SG/CHR-K/DG/PRM du 03 février 2023**  
**Financement : Budget du CHR de Kaya, Gestion 2023**

Cet avis de demande de prix fait suite à l'adoption du plan de passation des marchés publics, Exercice 2023, du CHR de Kaya.

Le CHR de Kaya, dont l'identification complète est précisée aux Données particulières de la demande de prix, lance une demande de prix ayant pour objet l'achat d'imprimés et fournitures de bureau au profit dudit CHR tels que décrits dans les Données particulières de la demande de prix.

La participation à la concurrence est ouverte à toutes les personnes physiques ou morales agréées pour autant qu'elles ne soient pas sous le coup d'interdiction ou de suspension et en règle vis-à-vis de l'administration.

L'achat, objet de la présente demande de prix, se compose d'un lot unique.

Le délai d'exécution du contrat est ne saurait excéder trente (30) jours. Le montant prévisionnel de la ligne budgétaire est de Seize millions (16 000 000) francs CFA TTC.

Les candidats éligibles, intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires et consulter gratuitement le dossier de demande de prix dans les bureaux de la Personne responsable des marchés, tel : 51 34 67 81.

Tout candidat éligible, intéressé par le présent avis, doit retirer un jeu complet du dossier de demande de prix dans les bureaux du président de la Commission d'attribution des marchés tel : 51 34 67 81 et moyennant paiement d'un montant non remboursable de Vingt mille (20 000) francs CFA à l'Agence Comptable du CHR de Kaya. En cas d'envoi par la poste ou autre mode de courrier, la Personne responsable des marchés ne peut être responsable de la non réception du dossier de demande de prix par le Candidat.

Les offres présentées en un original et deux copies, conformément aux données particulières de la demande de prix, et accompagnées de la garantie de soumission d'un montant de Quatre cent mille (400 000) francs CFA devront parvenir ou être remises au bureau de la Personne Responsable des Marchés du Centre Hospitalier Régional de Kaya avant le **vendredi 17 février 2023 à 09 heures 00.**

L'ouverture des plis sera faite immédiatement en présence des Candidats qui souhaitent y assister.

Les candidats resteront engagés par leurs offres pour un délai de soixante (60) jours calendaires, à compter de la date limite de remise des offres.

**Le président de la Commission d'Attribution des Marchés pi**

**Soumaïla OUEDRAOGO**

## CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE DEDOUGOU

### COMMUNIQUE

Il porté à la connaissance des candidats que l'avis de demande de prix à commande 2023 -06/MSHP/SG/CHR-DDG/DG/PRM du 09 janvier 2023 relatif à la maintenance du groupe électrogène, du matériel informatiques et péri -informatique, du forage et nettoyage château d'eau, publiée dans le **quotidien n°3548 du mardi 06 février 2023 est annulé du fait d'une double publication.**

Par conséquent, le même avis publié dans le quotidien n°3547 du lundi 06 février est maintenu. En effet, la **date limite de dépôt des offres demeure le 15 février 2023 à 9h00mn.**

**Le Directeur Général**

**Y. Gustave DABIRE**

### Travaux d'aménagement de pistes rurales dans la commune de Tanghin-Dassouri

**Avis d'appel accéléré d'offres ouvert**  
n°2023-01/CTGD/M/SG/PRM du 25/01/2023 suivant autorisation n°2023-06/CTGD/M/SG du 16/01/2023  
Source de financement : budget communal gestion 2023

**Enveloppe financière :**  
**Lot1: 93 975 250 FCFA TTC.**  
**Lot2: 43 657 300 FCFA TTC.**  
**Lot3: 39 870 653 FCFA TTC.**  
**Lot4: 44 496 797 FCFA TTC.**

Cet Avis d'appel d'offres fait suite à l'adoption du plan de Passation des Marchés.

1. La commune de Tanghin-Dassouri sollicite des offres fermées de la part de candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour réaliser les travaux suivants :

**Lot1** : travaux de reprofilage de voies (6,200 Km)

**Lot2** : travaux de reprofilage de voies (2,520 Km)

**Lot3** : travaux de reprofilage de voies (2,200 Km)

**Lot4** : travaux de reprofilage de voies (2,200 Km)

2. Le délai d'exécution ne devra pas excéder quatre-vingt-dix (90) jours pour chaque lot.

3. La passation du Marché sera conduite par Appel d'offres ouvert tel que défini aux articles 53 et suivants du décret n°2017-0049/PRES/PM/MINEFID du 1er février 2017 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public, et ouvert à tous les candidats éligibles.

Agrément technique : T3 minimum délivré par le ministère des infrastructures et du désenclavement

4. Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations auprès de de la personne responsable des marchés Tel : 76 08 87 02/78 69 28 95 ; mail : wendcoignda@gmail.com à la mairie de Tanghin-Dassouri et prendre connaissance des documents d'Appel d'offres au secrétariat de la commune de Tanghin-Dassouri 02 BP 6205 Ouagadougou 02 tous les jours ouvrables de 7h30 à 15h.

5. Les exigences en matière de qualifications sont : Voir le DPAO pour les informations détaillées.

6. Les candidats intéressés peuvent consulter gratuitement le dossier d'Appel d'offres complet ou le retirer à titre onéreux contre paiement d'une somme non remboursable de soixante-quinze mille (75 000) francs CFA pour le lot 1 et cinquante mille (50 000) francs CFA pour les lots 2, 3 et 4 à la régie de recettes de la mairie de Tanghin-Dassouri. En cas d'envoi par la poste ou autre mode de courrier, la personne responsable des marchés ne peut être responsable de la non réception de l'offre transmise par le candidat.

7. Les offres devront être transmises au secrétariat de la mairie de Tanghin-Dassouri au plus tard le **jeudi 23 février 2023 à 09 heures 00** en un (1) original et trois (03) copies. Les offres remises en retard ne seront pas acceptées.

8. Les offres doivent comprendre une garantie de soumission, d'un montant de :

**Lot1** : deux millions trois cent cinquante mille (2 350 000) francs CFA.

**Lot2** : un million quatre-vingt-dix mille (1 090 000) francs CFA.

**Lot3** : neuf cent quatre-vingt-seize mille cinq cents (996 500) francs CFA.

**Lot4** : un million cent douze mille (1 112 000) francs CFA.

9. Les Soumissionnaires resteront engagés par leur offre pendant une période de cent vingt (120) jours à compter de la date limite du dépôt des offres comme spécifiées au point 19.1 des IC et au DPAO.

10. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent assister à l'ouverture des plis le à 9heures 00mn dans la salle de réunion de la mairie de Tanghin-Dassouri.

**Le Président de la Commission d'attribution des marchés**

**W. Alphonse TONDE**

### RECRUTEMENT ET PLACEMENT D'EMPLOYES TEMPORAIRES AU PROFIT DE LA MEADO.

**Avis de manifestation d'intérêt  
pour la demande de proposition allégée  
n° 2023-022023-02-/MSAHRNGF/SG/MEADO/DG/PRM  
du 17 janvier 2023  
Financement : Budget MEADO, Exercice 2023**

La Personne Responsable des Marchés de la Maison de l'Enfance André DUPONT de Orodara (MEADO) lance une demande de proposition allégée pour le recrutement d'un bureau ou cabinet d'étude chargé du recrutement et du placement d'employés temporaires au profit de la MEADO

#### Participation à la concurrence :

La participation à la concurrence est ouverte à tous les bureaux d'études pour autant qu'ils ne soient pas sous peine d'interdiction ou de suspension et en règle vis-à-vis de l'administration.

#### Description des prestations :

Les prestations sont en un (01) lot.

#### Composition du dossier :

Les bureaux d'études intéressés doivent fournir les documents suivants :

- Une lettre de manifestation d'intérêt ;
- Un curriculum vitae détaillé faisant ressortir les qualifications du personnel proposé (Diplôme, Ancienneté, Attestation et Projets similaires ect ;
- La copie des contrats (page de garde et de signature) et les certificats de bonne fin;
- Toutes informations jugées utiles permettant d'évaluer la capacité technique du bureau d'étude.
- Avoir une existence légale au Burkina Faso (document d'existence légal) ;
- Disposer d'une équipe d'intervention composée Un expert chef de mission de niveau Bac plus 4 ans ou équivalent (économiste - planificateur, socio-économiste, économiste ou sociologue) ayant au moins cinq (05) ans d'expérience confirmée en matière de conception et de mise en œuvre d'outils de planification, de planification stratégique et des principes de la gestion axée sur les résultats (GAR).

La sélection se fera sur la base des critères se rapportant à :

- La capacité et l'expérience du soumissionnaire dans la conduite de missions similaires,
- La qualité et l'expérience de l'équipe d'intervention proposée.

#### Grille de notation

Évaluation technique : pondération sur 100 points de pourcentage au total ; à répartir selon les critères d'évaluation suivants :

Expérience et compétence du bureau .....80pts  
-Le Bureau doit faire la preuve qu'il exerce dans le domaine de placement : .....20pts

-Expérience du bureau dans le domaine de placement 60 pts

NB : joindre obligatoirement la page de garde et de signature du contrat + l'attestation de service fait.

Conformité du plan de travail et de la méthodologie proposés aux termes de références.

Qualification et compétence du Chef de Mission .....20 Pts:

Un chef de mission, titulaire d'un BAC+4 au moins dans le domaine (économiste - planificateur, socio-économiste, économiste ou sociologue) (joindre les copies des diplômes obtenus) avec une ancien-

neté du diplôme d'au moins cinq (05) ans et avoir.

- Ancienneté du chef de mission dans le domaine de placement : .....05 pts
  - Adéquation du diplôme avec la mission : .....05 pts
  - Expérience du Chef de mission : .....10 pts (2.5 pts par marché similaire)
- Total des points pour les trois critères : .....100pts

**NB** : les six (06) premiers bureaux seront retenus pour la demande de proposition allégée

**NB** : Joindre les copies légalisées des diplômes, CV, datés et signés par le personnel proposé aux différents postes et par le premier responsable de la société.

Le score technique minimum requis pour être admis est : 75 points

Les bureaux d'études seront classés sur la base de comparaison des critères énumérés ci-haut et les bureau classé premier sur la liste sera invité à fournir ses propositions techniques et financières en vue de la conclusion du contrat.

#### Dépôt des offres et ouverture des plis

Les propositions, rédigées en langue français en trois (03) exemplaires (1 originale + 2 copies) marquées comme telles devront être déposés sous plis fermé auprès de la Personne Responsable des Marchés de la Maison de l'Enfance André DUPONT de Orodara (MEADO) au plus tard le **20 février 2023 à 09 heures 00 mn.**

Elles devront porter la mention suivante : «propositions pour le recrutement et le placement d'employés temporaires au profit de la MEADO»

L'ouverture des plis aura lieu le 20 février 2023 à 09 heures 00 mn dans la salle de réunion de la de la Maison de l'Enfance André DUPONT de Orodara (MEADO). Les candidats qui souhaitent pourront y assister.

En cas d'envoi par la poste ou autre mode de courrier, la Maison de l'Enfance André DUPONT de Orodara (MEADO) ne peut pas être responsable du non réception de l'offre du soumissionnaire.

#### Renseignements :

Les bureaux d'études éligibles, intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires et retire l'avis de publication du marché auprès de la Personne Responsable des Marchés de la Maison de l'Enfance André DUPONT de Orodara (MEADO) tel : 20 99 52 78 /70 63 63 12 à l'immeuble 1er étage et bureau N°15.

L'administration se réserve le droit de ne donner suite à tout ou à une partie du présent avis de manifestation d'intérêt.

**Le Président de la Commission d'attribution des marchés**

**Tanguy Donald MILLOGO**

## Communiqué

MINISTRE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES  
ET DE LA PROSPECTIVE

\*\*\*\*\*

SECRETARIAT GENERAL

\*\*\*\*\*

DIRECTION GENERALE DU CONTROLE DES  
MARCHES PUBLICS ET DES ENGAGEMENTS  
FINANCIERS.

000328

N°2023-\_\_\_\_/MEFP/SG/DG-CMEF

BURKINA FASO

\*\*\*\*\*

Unité-Progress-Justice

Ouagadougou, le 24 JAN 2023

### COMMUNIQUE

En vue de permettre un meilleur accès à la revue des marchés publics dans le contexte difficile actuel, il est porté à la connaissance de l'ensemble des acteurs de la commande publique que depuis le 09 janvier 2023, le quotidien des marchés publics est en accès libre sur le site web du Ministère de l'Economie des Finances et de la Prospective et de la Direction Générale du Contrôle des Marchés Publics et des Engagements Financiers aux adresses respectives suivantes : [www.finances.gov.bf](http://www.finances.gov.bf) / [www.dgcmef.gov.bf](http://www.dgcmef.gov.bf).

Le Directeur Général du Contrôle des  
Marchés Publics et des Engagements Financier/.

  
Alfred THIOMBIANO





*Quotidien*

# Marchés Publics

- \* **Marchés de Fournitures et Services courants**
- \* **Marchés de Prestations Intellectuelles**
- \* **Marchés de Travaux**

UEMOA



Sénégal



Guinée  
Bissau



Burkina  
Faso



Togb



Bénin



Niger



Côte  
d'Ivoire